

# l'Anti-capitaliste

N°48 | NOVEMBRE 2013 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



## LA GAUCHE TUNISIENNE EN DÉBATS



**UMP, UDI, pression du FN**  
Une droite française  
plus désarticulée que jamais



**Roms**  
Faux ennemis  
et vraie démagogie



**Israël-Palestine**  
Le processus de paix  
qui n'a jamais existé

## EDITO

Ugo Palheta

Les lycéens contre le gouvernement Vent de révolte et d'espoir dans un climat nauséabond **P3**

## ACTUALITÉ

Jean-Philippe Divès

Pression du FN, guerre(s) des chefs La droite plus désarticulée que jamais **P4**

Jihane Halsanbe

Roms Faux ennemis et vraie démagogie **P6**

André Choagaz

Loi pénale Taubira Vider les prisons, pas question! **P8**

Commission nationale santé du NPA

Renaissance de luttes dans les hôpitaux, quelques enseignements **P10**

Andreas Sartzekis

Grèce Pourquoi Aube dorée est attaquée **P13**

François Sabado

La crise syrienne, révélateur des tendances de la situation mondiale **P14**

## DOSSIER

Dominique Lerouge

Tunisie Les forces en présence face au gouvernement Ennahda **P16**

Dominique Lerouge

Congrès de la LGO Le débat sur l'appartenance au Front de salut **P18**

Alain Krivine, Jean Batou

Le congrès de la LGO **P19**

Fathi Chamkhi

Le « dialogue national » au chevet du régime tunisien **P20**

Fremen Tabr

L'enjeu central de l'auto-organisation **P22**

Maya Alali

Front populaire Entre mobilisations sociales et alliances avec la bourgeoisie **P24**

## REPÈRES

Julien Salingue, Yann Cézard

Israël-Palestine Oslo, 20 ans après: le processus de paix qui n'a jamais existé **P27**

## LECTURES

Henri Clément

Odyssées parachutistes **P31**

Henri Wilno

Chili « Apprendre du passé est la clef de nos présents et la condition de nos futurs » **P32**

Marlène Benquet, Yann Cézard

En immersion parmi les requins de la grande distribution **P34**

## FOCUS

Jacques Chastaing

Et maintenant, le Soudan ! **P36**

## S'ABONNER

## PAR CHEQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex  
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

## Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail:  
http://www.diffusion.presse@npa2009.org

## PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur: http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre

## l'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

## Comité de rédaction:

Yann Cézard, Henri Clément, Jean-Philippe Divès  
(chargé de l'édition), Denis Godard, Jihane Halsanbe,  
Antoine Larrache, Ugo Palheta, François Sabado,  
Henri WilnoPour contacter la rédaction:  
contact-revue@npa2009.org

## Gérant et directeur de la publication:

Ross Harold

## Diffusion:

01 48 70 42 31 - diffusion.presse@npa2009.org

## Administration:

01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

## Commission paritaire:

0514 P 11509

## Numéro ISSN:

2269-370X

## Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de  
communication  
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

## Tirage:

3 000 exemplaires

## Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

© Illustration de Une: le 8 février 2013 à Tunis, lors des obsèques du dirigeant de gauche assassiné, Chokri Belaid. REUTERS/Anis Mili

## LES LYCÉENS CONTRE LE GOUVERNEMENT

Vent de révolte et d'espoir dans un climat nauséabond **PAR UGO PALHETA**

Preuve, une nouvelle fois, que rien n'est moins prévisible qu'une révolte, le mouvement qui a éclaté dans les lycéens parisiens le jeudi 17 octobre est venu rompre avec plusieurs mois d'un climat politique nauséabond, entretenu par l'UMP et le FN, mais aussi par un Parti socialiste ne sachant plus que faire pour détourner la colère sociale vers de commodes bouc-émissaires. La brutale expulsion de deux jeunes sans-papiers scolarisés, Khatchik et Léonarda, a ainsi constitué pour beaucoup une scandaleuse goutte d'eau dans un vase déjà trop plein.

Elève de 19 ans dans un lycée professionnel du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Khatchik avait été arrêté le 19 septembre, jour de son anniversaire, envoyé au centre de rétention de Vincennes avant d'être expulsé le 12 octobre vers l'Arménie, son pays d'origine. Or il y risque trois à cinq ans de prison pour insoumission et a été incarcéré dès son arrivée sur le sol arménien : menacé

en raison du militantisme politique de son père, Khatchik avait en effet refusé de se faire recenser et pris la décision de se réfugier en France.

La seconde, 15 ans, a été arrêtée au cours d'une sortie scolaire le 9 octobre, puis expulsée le jour même vers le Kosovo avec sa mère et ses cinq frères et sœurs. Quelques jours après, faisant face à des critiques dans son propre camp et même à droite, Hollande a poussé l'abjection jusqu'à annoncer que Léonarda pourrait revenir en France mais seule, la condamnant à « choisir » entre une scolarité en France et sa famille.

Le gouvernement pensait sans doute qu'ayant tout fait pour déplacer le curseur politique vers la droite, concurrençant les forces réactionnaires par la voix (et les actes !) de Manuel Valls, une ou deux expulsions de plus ne susciteraient aucune réaction à la hauteur de l'ignominie. C'était sans compter sur les lycéens parisiens qui, contestant l'inacceptable, ont entrepris une lutte résolue pour obtenir le retour de Khatchik et Léonarda.

Les Verts et Christiane Taubira ont-ils décidé aussitôt de quitter le gouvernement, cessant de cautionner une politique qui combine racisme d'Etat et soumission aux diktats patronaux ? Il n'en est rien, tant certains ont un besoin impérieux de maintenir leur alliance avec le PS pour conserver élus et postes. De même, c'est dans ce contexte que le PCF parisien a décidé de renouveler son alliance

avec le PS aux prochaines élections municipales, troquant un soutien implicite au gouvernement contre quelques strapontins dans les institutions.

On ne saurait évidemment dire ce qu'il adviendra de ce mouvement lycéen : à peine éclo, les vacances de la Toussaint viennent en freiner l'élan, sans néanmoins diminuer l'enthousiasme suscité parmi tou-te-s ceux et celles qui demeurent attaché-e-s aux idéaux de justice et d'égalité. Mais il pourrait signifier et amplifier une volonté

d'en découdre avec ce gouvernement, s'appuyant notamment sur les (timides) promesses électorales de Hollande pour contester l'ensemble des orientations mises en œuvre par son gouvernement. Comme l'indiquait un rapport confidentiel de préfets daté du 27 septembre<sup>1</sup>, le mécontentement est à son comble dans le pays, sans pour l'instant trouver les moyens de s'exprimer dans la rue. Et si le gouvernement affiche

avec ostentation son caractère inflexible devant les revendications anti-austérité, antiracistes, écologistes, etc., c'est sans doute moins là le signe de sa force, que par crainte de voir les sourdes colères converger et se muer en une révolte ouverte.

Si l'intervention autonome des travailleurs/ses est évidemment décisive dans la perspective d'une rupture avec le capitalisme, l'étincelle pourrait ainsi survenir loin du cœur de la classe ouvrière organisée. Comme le démontre à l'envi l'histoire sociale et politique, en France comme ailleurs, les mouvements de la jeunesse, mais aussi des chômeurs et précaires, des victimes du racisme, des mal-logés, des sans-papiers, etc., sont susceptibles d'ouvrir des brèches politiques et d'étendre brutalement le domaine du possible. Dans ce cadre, être présents partout où éclatent des luttes est impératif mais ne saurait suffire. Encore faut-il y défendre une politique qui articule des objectifs immédiats, indispensables jalons sur le chemin tortueux de l'émancipation, à l'horizon d'une société libérée de toutes les formes d'exploitation et d'oppression. C'est à ce prix que pourrait émerger une alternative enracinée dans les luttes présentes mais indissociable de la perspective d'un changement radical de société. □

<sup>1</sup> « Pourquoi les Français sont "en colère" : le rapport secret des préfets », <http://tempsreel.nouvelobs.com>, 19 octobre 2013.



Dans la manifestation lycéenne du 17 octobre à Paris. Photothèque rouge/JMB.



PRESSION DU FN, GUERRE(S) DES CHEFS

# LA DROITE PLUS DÉSARTICULÉE QUE JAMAIS

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

*Il est clair désormais que le projet fondateur de l'UMP, celui d'un parti unique de la droite et du centre à vocation hégémonique, a échoué. La pression du FN et la guerre des chefs se combinent pour accentuer sa crise, alors que l'extrême droite s'installe dans un paysage politique qui se remodèle.*

**L**e 8 septembre, Fillon faisait scandale en se démarquant du «ni, ni», ni vote PS ni vote FN au second tour, défendu par Copé et la plupart des dirigeants de l'UMP, pour préconiser un «ou, ou»: dans un tel cas, il faudrait «voter pour le moins sectaire», en sachant que la possibilité qu'un candidat PS soit le plus sectaire «peut arriver, je ne dis pas que c'est toujours le cas, mais ça peut arriver.» Quelques jours après avoir ainsi brisé le tabou de l'appel au vote pour des candidats Front national, l'ancien premier ministre s'affichait à Moscou avec Poutine pour critiquer la position de Hollande sur la Syrie.

Un mois plus tard, dans les colonnes du très réactionnaire *Valeurs actuelles*, il se dressait contre Sarkozy, se présentant comme «en compétition» avec lui et précisant: «quand on perd une élection, il est impossible de dire qu'on a fait une bonne campagne. (...) On a le devoir d'en analyser les raisons. On est obligé de se remettre en cause, sinon c'est un bras d'honneur aux Français.» S'ensuivait l'appel à une véritable «rupture», celle que Sarkozy avait promise mais non réalisée, passant notamment par le retour à la semaine de 39 heures comme à la retraite à 65 ans. Quelle mouche a piqué la critique de la droitisation de la campagne de 2012? Celui qui, il y a encore quelques mois, pour justifier sa «différence d'approche irrécyclable» avec Sarkozy, déclarait le FN «en dehors des limites du pacte républicain»? Qu'est-il arrivé au dit gaulliste social formé à l'école de Séguin?

## «LA SURVIE DE L'UMP EST EN JEU»

L'impétrant estime que pour parvenir à s'imposer comme le candidat de l'UMP pour 2017, il doit montrer ses muscles, en cassant l'image du «collaborateur» lisse et falot ayant besogné cinq ans dans l'ombre de Sarkozy. Mais le plus notable est qu'il le fasse de cette manière-là, aussi brutalement

à droite. Les responsables de La Droite forte, courant de l'UMP le plus ouvertement réactionnaire, n'ont d'ailleurs pas manqué de le remarquer et de s'en féliciter.

Difficile de dire s'il y a chez Fillon un changement de l'ordre des convictions, ou bien s'il s'inspire de la méthode de la «triangulation», inventée sous Tony Blair et visant à reprendre le discours de ses adversaires pour mieux les neutraliser. Devant le tollé provoqué au sein même de l'UMP par ses propos sur le vote pour «le moins sectaire», il déclarait le 17 septembre (selon l'AFP) «qu'il continuerait de “combattre” le Front National et les “alliances” avec ce parti, tout en défendant la nécessité de “s'adresser à ceux qui sont tentés de voter” FN.» Alors, une «habile manœuvre» finalement pas si habile? Ce qui dans tous les cas prédomine, c'est l'adaptation au climat réactionnaire dominant qui s'est installé depuis le mouvement de «La manif pour tous» et qui se prolonge maintenant à travers la montée électorale du FN.

Car le résultat inévitable de telles prises de position est, à la fois, d'aggraver les divisions à droite et de légitimer l'extrême droite. Celui qui fait maintenant figure de «vieux sage» de l'UMP, Juppé, le souligne en lançant l'avertissement:

«Devant tant de défaillances [du gouvernement], l'opposition devrait avoir un

boulevard pour reconquérir la confiance des Français. A condition de leur proposer une alternative convaincante. Mais, au lieu de travailler ardemment au projet qu'attendent nos concitoyens, que faisons-nous? Nous nous complaisons dans les chicanes internes et les rivalités de personne. C'est désastreux et c'est désormais la survie même de l'UMP qui est en jeu. D'un côté, nous perdons sur le flanc centriste qui s'efforce de reconstituer l'ancienne UDF. De l'autre, en nous précipitant dans le piège de nos relations avec le Front national, nous décomplexons notre propre électorat qui cède de plus en plus aisément à la tentation de préférer l'original à la copie. Et j'entends souvent cette plainte: “Après tout, pourquoi ne pas essayer autre chose... c'est-à-dire Le Pen”»<sup>1</sup>.

## LE PROJET UDI-MODEM

Voyons ce qu'il en est du «flanc centriste». Il y a un an, l'UDI (Union des démocrates et indépendants) était lancée par regroupement de neuf formations issues pour la plupart de l'ancienne UDF de Giscard d'Estaing. Avec pour ambition déclarée (selon Morin du Nouveau centre) «de ne plus être le strapontin de la majorité future avec l'UMP» mais un «partenaire obligé et demain l'acteur majoritaire (...) Redevenir la première force politique française comme l'était l'UDF au début des années 90: voilà notre objectif.»

Un nouveau pas a été franchi le 29 septembre 2013 avec l'annonce du regroupement UDI-MoDem, dont le premier acte électoral devrait être la présentation de listes communes aux européennes. La base d'accord est celle qui avait présidé au lancement de l'UDI: opposition au gouvernement PS-EELV, alliance avec l'UMP mais dans l'indépendance et la concurrence. Bayrou, qui au second tour de 2012 avait appelé à voter Hollande, n'a pas eu trop de mal à s'adapter à cette nouvelle donne.

La création de l'UMP en tant que parti unique de la droite et du centre visait à conjurer toute possibilité d'un «21 avril à l'envers». Ce projet ayant désormais clairement échoué, il est logique que la «famille centriste, libérale et européenne» tente de se reconstituer. Son espace reste encore réduit, mais il pourrait s'élargir si l'UMP continuait à évoluer sur une pente de plus en plus droiticière; d'autant que cela s'accompagne de la reprise d'accents anti-UE qui inquiètent les milieux dirigeants du patronat.

Mais là aussi, rien n'est simple et les ambitions personnelles peuvent fragiliser le mariage de raison. La «charte» qui doit officialiser était annoncée pour le 15 octobre, mais sa publication a été retardée. L'entourage de Bayrou s'est répandu en confidences prédisant une OPA de son chef sur une UDI qui dispose d'élus mais reste en manque de leadership. Borloo (président de l'UDI) a répliqué en déclarant qu'il voulait laisser à Bayrou le temps d'«expliquer son virage à droite»...

## ET POUR L'INSTANT, LE GAGNANT EST...

Le Pen, bien sûr. L'éditorialiste du *Monde*, Françoise Fressoz, résume la situation avec une clarté qui justifie une citation un peu longue:

«Mais, avant [Fillon], Nicolas Sarkozy avait fait la même chose: il avait “nommé” les problèmes, au point de les exacerber, mais sans pour autant les résoudre. Si bien qu'aujourd'hui, c'est le même procès qui est fait aux deux partis de gouvernement et dans tous les domaines: celui de l'impuissance. Et cette accusation est un poison pour la droite. Elle pousse l'UMP dans une incroyable fuite en avant. Affolée de ne pas thésauriser sur les difficultés de François Hollande, ce parti promet désormais de rompre avec tout: le bilan “trop tiède” de Nicolas Sarkozy et l'Europe mal aimée qu'il a contribué à façonner. «L'UMP se méfie de Schengen et veut ériger des frontières. Elle dénonce l'Etat providence et s'en prend au modèle social. Elle veut jeter aux orties les 35 heures et annonce une lutte implacable contre l'assistanat. Elle fait siens certains mots du FN et plus elle le fait, plus Marine Le Pen police son discours, y compris sur l'euro, qui était son talon d'Achille. A en croire ses proches, il n'est plus question d'en sortir du jour au lendemain, mais de poser des conditions. Et tout cela crée une incroyable porosité entre la droite et l'extrême droite sans qu'un leader soit capable de dire “stop”, car à l'UMP, la guerre des chefs bat son plein.»<sup>2</sup>

## UNE QUESTION CRUCIALE

Savoir si l'on est aujourd'hui confronté avec le FN à un danger «fasciste», et par conséquent comment combattre sa progression, est évidemment pour nous une question cruciale. Le NPA en débat et une série de points de vue s'expriment, que cette revue a commencé à refléter. On n'abordera ici, très brièvement, qu'un aspect du problème. Selon Léon Trotsky en 1938, le fascisme

représentait avec les «fronts populaires» «la dernière ressource politique de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne». Il s'agit d'une modalité de domination très spécifique, qui est lourde de périls y compris pour des secteurs de la bourgeoisie. C'est pourquoi celle-ci ne l'appelle au pouvoir qu'en toute dernière extrémité. Un tel choix (qui n'est pas équivalent à celui de dictatures militaires ou de régimes très autoritaires) ne s'est d'ailleurs plus répété en Europe depuis les années 1930, quand il avait coûté aux classes dominantes rien moins qu'une guerre mondiale.

Le fascisme implique, entre autres, une mobilisation extra-parlementaire de la petite-bourgeoisie et des secteurs déclassés de la société, dirigée à la fois contre les organisations du mouvement ouvrier et contre les formes démocratiques de l'Etat bourgeois, qu'il veut détruire les unes et les autres. L'Aube dorée, ainsi, est clairement fasciste (néonazie). On vient de voir comment, après l'avoir longtemps tolérée et utilisée, la bourgeoisie grecque lui a donné un coup d'arrêt, en répondant de cette manière à la pression insistante de l'Union européenne et du FMP. Tel n'est pas le cas du FN, quand bien même beaucoup de ses dirigeants sont des fascistes dans l'âme et ce parti pourrait, dans une autre situation, servir de base à l'émergence d'un mouvement de type fasciste.

La bourgeoisie, ses représentations politiques traditionnelles ont avec le FN un problème sérieux. Mais nous aussi, et bien plus encore. Le danger, réel et croissant, réside dans sa capacité à répandre le poison d'un nationalisme xénophobe et raciste, simultanément à faire reculer encore davantage l'indépendance de classe des travailleurs, en exploitant le désarroi qui existe profondément parmi eux face à l'absence de perspective collective d'émancipation.

En cette mi-octobre, l'irruption de la jeunesse contre les expulsions de lycéens sans papiers nous indique en tout cas une des voies indispensables à la riposte: pour combattre le FN, il faut lutter contre la politique du gouvernement. □

Deux hommes «en compétition»... Mais qui est «le moins sectaire»? DR.



<sup>1</sup> «Sommes-nous devenus fous?», 9 octobre 2013, sur <http://www.al1jup.com>.

<sup>2</sup> «La droite dans le piège du FN», 11 octobre 2013, sur <http://fressoz.blog.lemonde.fr>.

<sup>3</sup> Voir, de l'auteur, «Aube dorée et la troïka», <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article2992>.



Le 25 mai 2013, aux abords de l'Assemblée nationale. Phototèque rouge/JMB.

*Après Sarkozy-Fillon et leurs ministres de l'Intérieur successifs, avec Valls c'est tout le gouvernement Hollande-Ayrault qui banalise et répand la xénophobie et le racisme, en s'attaquant aux bouc-émissaires et parias que sont devenues quelques milliers de personnes sur le territoire hexagonal, les Roms.*

**7** 7 % des sondés sont d'accord avec Valls lorsqu'il déclare que «seule une minorité de Roms cherche à s'intégrer» et que «leur mode de vie» serait en «confrontation» avec celui des français, et ce sont même 93 % qui trouvent que les Roms «s'intègrent mal dans la société française»<sup>1</sup>. Dans le camp socialiste, il est loin d'être seul à tenir de tels propos: Michel Destot, maire de Grenoble, s'accorde à dire qu'il «a raison sur toute la ligne»; Francis Chouat, maire d'Evry, pense pour sa part «qu'il faut démanteler les camps et

organiser leur retour», sans même parler de Gilles Bourdouleix, maire UDI de Cholet, pour qui «Hitler n'en n'a peut-être pas tué assez»... Valls de conclure: «les Roms ont vocation à revenir en Roumanie».

Il y a dix ans à peine, personne ne parlait des Roms. Ils n'occupaient pas le devant de la scène médiatique, ils ne constituaient pas «un problème» et seul Jean-Marie Le Pen se serait permis son «Ils arrivent. Sie kommen»... Depuis, la France est régulièrement interpellée pour sa violation des droits des Roms et elle est le seul Etat de l'Union européenne à ne pas avoir signé la convention-cadre pour la protection des minorités nationales. De plus, la parole xénophobe s'est banalisée. Mais cela ne serait que nauséabond, si les fantasmes agités par tous les politiciens en mal de thème de campagne «populaire» à la veille des municipales et des européennes ne venaient pas trouver l'oreille et la sympathie de nombreuses personnes déboussolées par la crise et écœurées par l'alternance de la gauche et de la droite. Le degré de rejet que subissent les Roms est alarmant. Quant au calcul politique de l'UMP et du PS, il est dérisoire. Sans même rien faire, le FN est gagnant.

Qu'importe que les Roms qui sont des populations sédentaires n'aient que peu à voir avec les gens du voyage<sup>2</sup>, ils sont perçus comme des populations instables et cette minorité poussée à fuir son pays fait peur. Hors la loi, mafieux, sale, voleur, feignant... Le «boulet tzigane» crée l'«overdose»<sup>3</sup> et génère les interrogations les plus pernicieuses: «sont-ils tous délinquants?»<sup>4</sup>

ROMS

## FAUX ENNEMIS ET VRAIE DÉMAGOGIE PAR JIHANE HALSANBE

peut-on ainsi lire dans un journal qui se veut de gauche...

### LES «HORDES»<sup>5</sup> DÉBARQUENT ET REFUSENT DE S'INTÉGRER

Le nombre de Roms en France est resté sensiblement le même depuis vingt ans, entre 15 000 et 20 000 personnes. En d'autres termes, ce nouvel ennemi représente au plus 0,03 % de la population! On est loin de l'«hémorragie rom» chère au maire socialiste de Clermont-Ferrand, à laquelle il invite à «mettre un terme». Mais ils sont visibles car avec les Roms ce sont les bidonvilles qui ont refait surface. Comme le note Carine Fouteau, «paradoxalement, en France, les démantèlements entretiennent une impression «d'invasion» car en «poussant», selon le terme administratif, les personnes d'un lieu à l'autre, les expulsions à répétition multiplient les points de contacts avec le voisinage. Plutôt que d'avoir quelques centaines de voisins mécontents, des milliers le sont»<sup>6</sup>.

De plus, la très grande majorité des communes refuse de trouver des solutions de logements pérennes et décentes pour les quelques milliers de Roms, la plupart installés depuis plus de cinq ans, et préfèrent expulser ces populations même si cela aggrave et détériore plus encore leurs conditions de vie. Le ministre de l'Intérieur a beau jeu d'évoquer leur refus de s'intégrer, quand ce sont les services de l'Etat qui les expulsent et que le campement illégal est leur seule «solution». Comment par ailleurs s'intégrer, quand certaines mairies refusent de scolariser leurs enfants? Ces nouveaux «bohémien» seraient sales. «Une présence urticante et odorante», selon Jean-Marie Le Pen, le 4 juillet à Nice. Qu'en est-il? Ce sont les municipalités qui leur refusent le ramassage d'ordures, et ce malgré les obligations du code général des collectivités locales. Mais les quelques rares militants de la cause Rom qui entrent dans leurs campements l'affirment: les cabanons et autres habitats de fortune sont extrêmement propres. Les femmes Roms passent un temps considérable chaque jour à nettoyer leurs lieux de vie, malgré les tracas là aussi causés par les communes qui leur refusent souvent – en dépit de la réglementation – l'accès à des points d'eau.

### PROTÉGEONS NOS POULES, NOS ENFANTS ET NOS ALLOCS

Mais le pire évidemment c'est qu'il faut, à l'approche d'un Rom, serrer bien fort son sac à main. Rachida Dati l'affirme: ils «viennent arracher les sacs des enfants à la sortie des classes»! Diantre, au «voleur de poule» s'est substitué le perfide assaillant de nos chérubins... La France a créé les conditions pour faire en sorte que les Roms ne trouvent pas de travail. En effet, en tant que citoyens européens, ils bénéficient de la libre circulation mais depuis 2007, l'Europe a restreint le nombre de métiers autorisés aux ressortissants roumains et hongrois. Moralité: ils survivent le plus souvent grâce au travail au noir ou à la débrouille et à la mendicité, comme y pousse l'extrême pauvreté.

C'est donc sans surprise que de nombreux Roms sont ferrailleurs ou chiffonniers, et de l'économie de la pauvreté découle aussi

le vol: vols de métaux dans les décharges et les voies ferrées, encombrants récupérés, containers d'habits convoités. A la guerre comme à la guerre, les Roms cherchent à survivre alors que leur accès à l'emploi est très fortement limité. Mais à gauche comme à droite, de plus en plus nombreux sont les hommes politiques à s'alerter du fait que le 31 décembre 2013, ces mesures restrictives sur l'emploi devraient prendre fin. Enfin pour travailler, il faut un permis de séjour, et trois mois c'est à peine suffisant pour l'obtenir. Au mieux, le temps d'obtenir les bons papiers, le boulot disparaît... De plus, contrairement aux préjugés ambiants, comme les Roms ont rarement des revenus suffisants pour pouvoir rester en France, ils sont expulsables au bout de trois mois et par conséquent ne peuvent percevoir aucune aide sociale.

Si l'insatisfaction et l'amertume contre le gouvernement sont palpables, les

diversions politiciennes que Valls et d'autres nous jettent en pâture fonctionnent désespérément bien. En temps de crise, les recettes nauséabondes du passé sont ressorties sans ambages: diviser pour mieux régner, désigner des boucs émissaires. Pourtant les Roms ne sont en rien responsables de l'aggravation et de la dégradation bien réelle des conditions de vie de la grande majorité. Et pendant que Valls fanfaronne et monte dans les sondages, fort de sa popularité gagnée par la démagogie la plus crasse, c'est autant d'énergie que notre camp social ne consacre pas à s'en prendre aux vrais responsables de la crise, des gouvernants et des patrons, bien «comme il faut», bien «intégrés» et qui s'ils ne volent pas de poules nous dérobent, à mesure que s'égrènent les mesures d'austérité, la possibilité de vivre décemment. □

1 Sondage BVA pour Le Parisien/i-Télé/CQFD paru le 28 septembre 2013.

2 En effet, les gens du voyage, parfois français depuis plusieurs siècles, sont nomades; tandis que les Roms sont des populations sédentaires dans leurs pays d'origine qui sont poussées à fuir pour des raisons économiques, à cause des guerres mais aussi des discriminations raciales qu'ils subissent.

3 «Roms, l'overdose», titre du dossier de Valeurs Actuelles, 22 août 2012.

4 «Roms: tout dire?», Marianne, 10 août 2013.

5 «Roms, l'overdose», Valeurs actuelles.

6 «Invasion, délinquance, mendicité, saleté? Tout dire sur les Roms», 26 septembre 2013, Médiapart.

## Indre, une expérience originale PAR FÉLIX JANVIER

**D**ans la région nantaise, une commune a essayé de rompre avec «la politique de la patate chaude» de la gestion de la population Rom<sup>1</sup>.

Indre est une commune d'un peu plus de 4 000 habitants. Elle a élu une municipalité dont l'origine est plutôt associative et syndicale car c'est aussi le site d'Arcelor et de l'ancienne usine AZF. Le maire, Jean-Luc Le Drenn, a refusé les expulsions contrairement à bien d'autres maires et essayé de trouver une solution de logement pour l'ensemble des Roms arrivés sur sa commune. Il a trouvé le soutien d'une partie de la population. Rapidement, les réunions se succèdent: interventions de militants de Romeurope qui expliquent les raisons de l'arrivée de cette population, de membres de Médecins du monde dédramatisant les «risques» sanitaires, etc. Les débats sont bien évidemment vifs mais la majorité de la population va finalement appuyer la démarche de son conseil municipal: ne pas expulser sans solution de logement.

Les enfants sont pris en charge par les deux écoles. La commune installe un village de la solidarité, composé de mobil-homes. Mais le village ne peut loger l'ensemble du campement. Une séparation des familles est donc décidée et

expliquée. Le reste de la population Rom sera pris en charge par des communes voisines solidaires. Plusieurs villages du même type sont ainsi créés dans de petites villes de la métropole nantaise. Des associations de soutien aux familles Roms se créent. La municipalité en profite pour utiliser l'argent européen dédié à la gestion de ces migrants, auquel les autres maires ne veulent pas toucher...

La peur, les fantasmes prennent du plomb dans l'aile. Il semble même que la délinquance baisse. Il y a bien sûr des difficultés; mais des personnes qui ne seraient jamais venues dans un camp commencent à arpenter le chemin sur lequel se sont installées les caravanes. Les difficultés ne sont pas toutes surmontées: il y a l'accès à l'emploi en particulier. Cependant, un espoir est né.

De nombreuses villes auraient les moyens de se lancer dans une prise en charge des Roms, en s'adressant aux habitants, en donnant des explications à la population, en tissant des liens avec les familles de migrants, en créant d'autres villages de la solidarité. En s'y refusant, les équipes politiques aux commandes laissent les rancœurs s'accumuler, la pauvreté et ses conséquences s'installer et donnent ainsi un sacré coup de main aux racistes et au FN. □

1 Un film raconte cette histoire: «Cause commune» de Sophie Averty, distribué par Z'azimuth Films.

## LOI PÉNALE TAUBIRA

**VIDER LES PRISONS, PAS QUESTION!**

PAR ANDRÉ CHOAGAZ

**L**e ton était donné dans le programme du candidat Hollande. Sous le titre « *Je veux donner à la police et à la justice les moyens de nous protéger* », il tenait en peu de mots : doublement des centres éducatifs fermés pour les mineurs (proposition 52), « *les peines prononcées seront toutes effectivement exécutées et les prisons seront conformes à nos principes de dignité* » (proposition 53).

Avec une telle feuille de route, il n'est pas étonnant que la Garde des Sceaux (plus précisément son éphémère sous-ministre Delphine Batho, adepte de l'« ordre juste » de son ex-mentor Ségolène Royal) ait repoussé sèchement la proposition du contrôleur général des lieux de privation de liberté, Jean-Marie Delarue, d'amnistier les peines de moins de six mois, ce qui

aurait permis dès le début du quinquennat de réduire significativement et rapidement la population carcérale.

Plus inquiétant, Christiane Taubira a considéré la loi pénitentiaire Dati de novembre 2009 comme un acquis et n'a à aucun moment envisagé d'en modifier, même à minima, les dispositions les plus contestables. Est venue ensuite une circulaire générale de politique pénale qui recommande notamment aux juges de ne pas appliquer les peines planchers et leur demande (gentiment, car une circulaire n'a pas force de loi) d'avoir la pédale douce sur le recours à la prison et de privilégier les aménagements de peine.

**TOUJOURS PLUS DE PLACES DE PRISON** Pas de timidité, en revanche, pour l'extension du parc carcéral. Tout en

proclamant sa volonté de rompre avec le tout carcéral et en pleurnichant sur la prétendue obligation de maintenir les contrats de partenariat public/privé signé sous Sarkozy, la ministre garde de son programme immobilier la construction de cinq nouvelles prisons.

Certes, ces nouveaux établissements ont vocation à compenser la fermeture des prisons les plus vétustes, mais comme ce sont des « usines pénitentiaires »<sup>1</sup> conçues pour héberger chacune jusqu'à 600 détenus, le solde sera positif. L'objectif affiché du ministère de la Justice est de porter en cinq ans le parc carcéral à 63 000 places contre un peu plus de 57 000 actuellement. L'humaniste Taubira n'a en rien infléchi l'axe sécuritaire du « Nouveau programme immobilier pénitentiaire » sarkozyste.

« *Dans les prisons modernes, la préoccupation des gouvernements est la sécurité dite passive : pas de place pour l'humanité* », soulignait en 2002 Céline Verzeletti, secrétaire générale de CGT pénitentiaire. La lecture du cahier des charges de l'Agence publique pour l'immobilier de la justice est un catalogue effrayant de dispositifs architecturaux permettant de limiter les « risques », d'assurer « la protection » et « la riposte aux divers incidents ». Ce modèle de « sécurité défensive » repose sur la dissuasion, la surveillance, les contrôles et l'isolement des personnes détenues ; autant de recettes dont il a été établi qu'elles généraient d'avantage de tension et de violence en détention. Ce n'est pas pour rien que l'administration pénitentiaire a interdit la diffusion à la télé du documentaire « *Le démenagement* », qui dévoile les dégâts provoqués par les nouveautés technologiques en milieu carcéral.

En catimini, la Garde des Sceaux a rajouté une couche de son cru à la panoplie sécuritaire héritée de ses prédécesseurs. Sous la pression des syndicats pénitentiaires majoritaires après l'évasion à la maison d'arrêt de Lille-Sequedin, la ministre a annoncé en juin 2013 un plan de plus de 33 millions d'euros pour renforcer la sécurité des prisons à base de scanners, portiques à masse métallique, vidéo surveillance et autres expérimentations de brouillages de téléphones portables. On le voit, les naïfs qui auraient pris pour argent comptant les proclamations de Christiane Taubira sur la fin du tout

carcéral en seront pour leur frais.

**L'OBSESSION DE LA RÉCIDIVE**

Car la grande affaire de Mme Taubira n'est pas de vider les prisons, mais la lutte contre la récidive. Le projet de loi qui porte ce nom, et vient de sortir au terme d'un bras de fer avec Manuel Valls, s'inspire des conclusions d'une « conférence de consensus », réunion d'experts et de syndicalistes, dont le jury a rédigé un texte préconisant deux mesures phares : la peine de probation et la libération conditionnelle automatique.

La contrainte pénale est une nouvelle peine possible lorsqu'un délit est puni d'une peine de moins de cinq ans. Pour une durée de six mois à cinq ans, le condamné est soumis à une série d'obligations et de contrôles, fixées par un juge d'application des peines après une évaluation de sa situation par un conseiller d'insertion et de probation. Ce sont les petits délinquants qui sont visés, population qui fournit le plus gros contingent de récidivistes. 59 % des détenus sont à nouveau condamnés dans les cinq ans qui suivent leur libération.

Françoise Tulkens, ancien juge à la Cour européenne des droits de l'homme (ce tribunal a condamné la France à plusieurs reprises pour sa politique carcérale), a présidé cette « conférence de consensus ». En termes mesurés, elle explique comment les conclusions de la dite conférence ont été dénaturés : « *l'option était de faire de la peine de probation l'élément central qui absorberait l'ensemble des peines alternatives. Dans le projet de loi, la contrainte pénale n'est plus qu'une peine parmi les autres, elle est même au neuvième et dernier rang de l'échelle des peines correctionnelles, derrière en numéro un l'emprisonnement, puis l'amende puis le travail d'intérêt général, c'est préoccupant et indique que la prison reste toujours la peine première.* »

Le projet abolit cependant les peines planchers – enfin ! – et met fin à la révocation automatique des sursis, qui devra désormais être réclamée par le tribunal.

Initialement, il prévoyait que pour les peines inférieures à cinq ans, le juge d'application des peines prononce d'office, sauf avis contraire, une libération conditionnelle aux deux tiers de la peine. Mais Valls a obtenu que la

libération conditionnelle ne soit pas de droit, mais soumise à l'examen du juge aux deux tiers de la peine.

Par ailleurs, la nouvelle loi Taubira entraînera des reculs y compris par rapport aux mesures mises en place par le gouvernement précédent. L'un des rares points positifs de la loi pénitentiaire Dati était que le juge pouvait aménager comme il le souhaitait les peines inférieures à deux ans (de moins d'un an pour les récidivistes) au moyen de travaux d'intérêt général, d'indemnités, d'obligations de soins, de bracelets électroniques... Or Valls a obtenu que ces seuils soient abaissés à un an pour les primo condamnés et à six mois pour les récidivistes.

**RELANCER LA LUTTE CONTRE LE TOUT SÉCURITAIRE**

L'un des seuls points un peu positifs de ce projet de réforme pénale est de prévoir le recrutement en trois ans d'un nombre significatif de conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation (CPIP), ce qui permettrait presque d'atteindre le ratio utile – et revendiqué par les syndicats – d'un conseiller pour quarante justiciables.

Il reste que les détenus et leurs familles sont les grands absents de la bataille autour de la réforme pénale Taubira. A leurs côtés, les organisations militantes paraissent tétanisées. C'est notamment le cas du CLEJ<sup>2</sup>, qui ne parvient pas à relancer la résistance à l'offensive sécuritaire en cours. Le récent livre d'Anne Guérin « *Prisonniers en révolte* » nous rappelle pourtant qu'il y a quarante ans, ce sont bien les grandes révoltes collectives dans les prisons (1971/1974) qui ont entraîné les réformes libérales consenties par Giscard.

La loi sera présentée au parlement en avril 2014, entre les municipales (en mars) et les européennes (en mai). Cela laisse du temps pour se ressaisir, ne serait-ce que pour imposer à l'agenda, outre la mise en application intégrale des conclusions du jury de consensus, la suppression de la rétention de sûreté et des tribunaux correctionnels pour mineurs. □

<sup>1</sup> Selon les termes du contrôleur général, Jean-Marie Delarue, dont les avis sont régulièrement ignorés par l'administration pénitentiaire.

<sup>2</sup> Comité de liaison égalité justice, dont le NPA fait partie avec notamment le Syndicat de la Magistrature, le GENEPI, la LDH, le PCF, le SNPJJ.

La prison de la Santé, à Paris. Phototèque rouge/Milo



# RENAISSANCE DE LUTTES DANS LES HÔPITAUX, QUELQUES ENSEIGNEMENTS

PAR LA COMMISSION NATIONALE SANTÉ-SÉCU-SOCIAL DU NPA

**L**e printemps 2013 a vu la renaissance de luttes dans le secteur hospitalier public et privé. L'été passé, certaines de ces luttes reprennent et se poursuivent comme au Centre hospitalier Gourmelen (établissement de psychiatrie publique à Quimper) ou à la maternité des Lilas (en région parisienne).

Ces luttes prennent parfois un caractère offensif et radical qui leur permet de remporter des succès en quelques jours, comme ce fut le cas à Caen avant l'été, à Montauban («rétenion» du directeur) ou à la clinique de Bordeaux Nord, où les personnels ont cessé le travail, laissant dans certains services à l'encadrement et à la direction le soin d'assurer la sécurité des patients.

Sous l'impact des réformes libérale, l'hôpital public s'est profondément transformé au cours des dernières années: rentabilisation, productivité, les objectifs financiers commandent désormais au soin et non l'inverse, avec pour conséquence des conditions de travail de plus en plus difficiles, mais aussi une perte du sens du travail, qui se traduit par la montée dramatique de la souffrance au travail.

L'importance de s'adresser aux «usagers», c'est-à-dire à l'ensemble de la population, et de l'associer à la défense de l'hôpital est aussi de plus en plus présente.

Nous livrons ici quatre expériences auxquelles ont participé des militants du NPA.

## AU CHU DE TOULOUSE, RÉSISTER AVEC LE CHST À L'HÔPITAL-ENTREPRISE

«Le CHSCT [comité d'hygiène, sécurité et conditions de travail], c'est permettre aux salariés d'améliorer eux-mêmes leurs conditions de travail», souligne le spécialiste de ces structures, Gérard Brégier. Depuis quelques années, les agents hospitaliers du «meilleur CHU [centre hospitalier universitaire] de France» subissent violemment les restructurations et la mise en place des mécanismes facilitant la casse de l'hôpital public. Les actes de résistance au passage de l'«hôpital excellence» à l'«hôpital entreprise» sont nombreux. Individuels ou collectifs, ils sont à la base de l'élaboration de notre stratégie syndicale.

La tarification à l'activité est devenue le mode de financement quasi exclusif des hôpitaux depuis 2008. Sous l'impulsion directe de Sarkozy, ce mode de financement a

entraîné une recherche de taylorisation des soins, souvent par des méthodes de *lean management*. Alors que le «prendre soin» constitue une source de sens et d'engagement professionnel fondamental dans tous les métiers hospitaliers, les petites actions qui conditionnent la qualité du soin ne sont plus valorisées par la hiérarchie, et plus prises en compte pour l'attribution des effectifs ou le remplacement des absences. Le sous-effectif par rapport à la charge de travail réelle est devenu la règle d'or de l'austérité à l'hôpital.

Avec la certitude que les réponses collectives à toutes ces situations sont les plus efficaces, nous avons donné plus de poids dans notre action syndicale à l'instance CHSCT qui, à l'hôpital, possède des droits plus élargis que dans les autres fonctions publiques. L'instance CHSCT a un pouvoir contraignant dans la prévention des risques liés aux conditions de travail, et une relative souplesse dans son fonctionnement (le Code du travail dit «le CHSCT décide de son fonctionnement»). Il est un lieu privilégié pour passer des résistances individuelles aux résistances collectives.

Concrètement, la préparation des CHSCT prend la forme d'assemblées générales et de groupes de réflexion de salariés pour aller au cœur des pratiques professionnelles: on dégage ainsi des revendications venant d'«en bas» et facilement appropriables. Nous faisons ensuite participer le maximum d'agents en réunion de CHSCT, avec un triple objectif: présentation des difficultés et solutions par les agents eux-mêmes, prise de conscience de la réalité des actions de la direction, de leur déni de la souffrance des agents, et connaissance des démarches combatives de nos équipes syndicales.

Quant aux actions entreprises, il s'agit essentiellement de dépôts de droits d'alerte pour «danger grave et imminent», de convocations de réunions CHSCT extraordinaires, d'enquêtes après accidents et de visites impromptues. Toujours faites dans l'optique de mobiliser les agents, celles-ci sont très souvent accompagnées de dépôts de préavis de grève. Nous recourons par ailleurs au vote d'expertises indépendantes sur les conditions de travail, que la direction du CHU de Toulouse est dans l'obligation de financer. Afin de les empêcher, la direction engage à chaque fois une

procédure au Tribunal de grande instance. Nous gagnons systématiquement les procès, qui confirment la plupart du temps le danger grave et imminent pour les agents, et renforcent la légitimité des préconisations des expertises, qui deviennent des plateformes de revendications. Il reste encore de grandes batailles: les condamnations pour délit d'entrave au CHSCT (systématique chez nous) et de la faute inexcusable de l'employeur sur des accidents de travail et maladies professionnelles.

Parce que le CHSCT remet en cause le droit «sacré» de l'employeur sur l'organisation du travail, ce ne sont pas seulement des améliorations que nous avons gagnées au cours de ces derniers mois, mais une prise de conscience collective et la conquête de la dignité chez les agents, propices à une résistance durable. Nous œuvrons à l'émergence d'un mouvement des indignés de la santé dans la foulée de nos mardi de la colère au CHU de Toulouse, qui permettent de rassembler tous les services en lutte contre le manque de personnel.

## A L'HÔPITAL GOURMELEN DE QUIMPER, UNE EXPÉRIENCE DE LUTTE PROLONGÉE ET D'AUTO-ORGANISATION

Les mouvements sociaux, la grève à l'hôpital posent immédiatement les questions de l'auto-organisation des personnels en lutte et de l'invention de formes de lutte visibles et tournée vers les usagers et la population. Cela a déjà été le cas en Finistère, lors de la grande lutte de l'hôpital de Carhaix, en 2008, qui avait reposé sur un comité de mobilisation large avec les personnels, les syndicats, des partis (essentiellement la LCR et l'UDB – Union démocratique bretonne), la population locale, des élus... et des moments forts alliant grève et manifestation dans tout le département avec occupation de l'espace public.

La continuité du service et des soins imposent aux personnels de la santé en lutte, inventivité et créativité. A l'EPSM Gourmelen de Quimper, les personnels mobilisés depuis plusieurs mois luttent contre un plan de rigueur extrêmement violent: 16 postes «gelés» et 3 jours de RTT supprimés, entraînant de fait 10 postes en moins supplémentaires. Malgré un préavis de grève illimitée permettant aux personnels de se rendre

disponible, tout en assurant leur service, sur des moments forts de mobilisation, la direction qui applique les directives de l'ARS (agence régionale de santé) et donc du gouvernement Hollande-Touraine campe sur son intransigeance et son refus de remettre en cause ce plan de casse de l'hôpital public et de la qualité des soins.

Dès septembre, les personnels en colère ont décidé, avec les syndicats CGT et SUD, de hausser le ton et de «camper» elles et eux aussi, mais sur le site de l'hôpital. Baranum et tentes de camping ont donc fleuri sur la pelouse de Gourmelen. Depuis, cette «zone» de protestation et de discussion est devenue la «ruche» de la résistance aux mauvais plans de la direction et de l'ARS. Du matin au soir, y compris la nuit, les personnels se sont relayés, rassemblés, retissant du lien amical, social et combatif.

En permanence sur le site, visibles par le personnel et les patients, ils reçoivent le soutien des usagers, leurs familles et de leur association mais aussi d'autres syndicats et de partis politiques (NPA, FdG). Les salariés en lutte ont reçu le soutien du corps médical et se sont à plusieurs reprises invités dans des réunions de la direction, perturbant comme il le fallait la «bonne marche administrative».

Cette manière de procéder, cette auto-organisation en AG, qui décide et organise, a décuplé la force et la motivation des personnels en lutte et particulièrement des jeunes soignantes et soignants. Elle a permis de rassembler le plus grand nombre et de donner naissance à une coordination du personnel avec des représentants du collège médical, des syndicats, des non-syndiqués et des différentes professions de l'hôpital. Cette coordination se réunit tous les lundis pour organiser la feuille de route décidée lors de la dernière AG qui a rassemblé plus de 300 personnes. L'idée première est de sortir de l'hôpital en direction de la population et d'interpeller tous les élus.

En agissant ainsi, les personnels se sont appropriés les revendications et la conduite de la lutte.

L'expérience en cours, qui vise aussi à sortir de l'hôpital et à se coordonner avec d'autres hôpitaux et la population, pose de fait l'affrontement avec la direction et l'ARS. Dans le même temps, elle permet à

des dizaines, voire des centaines de personnes, de prendre conscience de leur propre force et de leur droit à décider par eux-mêmes, par nous-mêmes.

## LA COLÈRE DES SALARIÉS FAIT RECULER LA DIRECTION DE LA CLINIQUE PRIVÉE DE BORDEAUX NORD

Si dans les établissements publics, les conditions de travail se dégradent, c'est aussi le cas dans le privé. La rentabilité est le maître mot à la clinique Bordeaux Nord, un établissement à but lucratif qui appartient à un groupe familial d'actionnaires qui possède plusieurs cliniques et dépend de la convention collective FHP (fédération de l'hospitalisation privée), aux droits les plus défavorables.

Pour préserver voire augmenter ses bénéfices, la direction est prête à tout pour baisser la masse salariale.

Après plusieurs années de baisse des bénéfices, elle a annoncé en mai dernier qu'elle revenait sur des acquis concernant la récupération de jours fériés et de formation. Cela veut dire que les salariés en 12 heures ne récupéreraient leurs journées de formation ou de jours fériés non travaillés qu'en 7 heures au lieu de 12 actuellement: une perte d'environ 3 jours de repos annuel. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Le 11 juin dernier, nous étions environ 160 à débrayer à l'appel de la CGT pour une augmentation de salaire et contre cette décision. Une vingtaine de salariés de Loghos (sous-traitance de la restauration et du ménage du groupe) et du Groupement d'intérêt économique (services techniques et administratifs) ont aussi débrayé. Après plusieurs mois de conditions de travail difficiles (absences pas toujours remplacées), l'annonce de la direction de ne pas augmenter les salaires (seuls 240 salariés sur 600 bénéficient d'une augmentation de 55 € bruts cette année, le reliquat d'un accord), cette nouvelle attaque était de trop!

Malgré le débrayage, la direction a annoncé qu'elle ne reviendrait pas sur sa décision. Rien de tel pour attiser la colère, et c'est à l'unanimité des grévistes que nous avons voté la poursuite de la grève le lendemain. La nuit, le mouvement s'est poursuivi. Des cadres ont du assurer le boulot. Réveil, dialyse, des services de chirurgie, la

cardiologique, la maternité... Des salariés administratifs ont aussi rejoint le mouvement. Comme les 360 salariés soignants, ils n'ont quasiment pas été augmentés depuis 2010. Dans certains services, le temps pour la direction de s'organiser, les patients étaient seuls: en effet, dans les cliniques privées, le personnel ne peut être réquisitionné comme c'est le cas à l'hôpital.

Voyant notre présence dès 7 heures le lendemain matin avec banderole et tracts, la direction a dû se résoudre à faire de nouvelles propositions, toutes rejetées en bloc: une prime de 300 € nets pour tous, dès janvier 2014, puis un jour de congé payé supplémentaire pour les salariés en 12 heures, à condition de supprimer les acquis. Malgré son chantage aux licenciements (elle prévoit un déficit en 2013), il n'était pas question pour les salariés de perdre leurs acquis!

Cette grève, la plus importante depuis celle de 2001 (qui avait duré 25 jours et avait aussi paralysé la clinique), a fait reculer la direction et nous avons conservé nos acquis. Même si sur les salaires, rien de plus n'a été obtenu, les salariés ont fait passer le message: pas question d'accepter le moindre recul. Alors que toute l'année, les collègues hésitent à se mettre en grève pour ne pas pénaliser les patients, là, cela n'a pas pesé lourd face au mépris de la direction.

## UN COMITÉ UNITAIRE LUTTE CONTRE LA FERMETURE DE L'HÔTEL-DIEU DE PARIS

Composé de syndicats hospitaliers, de partis politiques, d'associations, d'usagers, et actif depuis 2004, le comité de soutien est passé à l'action directe en occupant, depuis le 1<sup>er</sup> septembre, un service neuf et désaffecté pour s'opposer à la fermeture de cet hôpital et de ses urgences. Le comité a même l'ambition de penser que la démocratie sanitaire est indispensable et propose, outre le maintien des urgences (300 patients/jour), le développement d'un service public de proximité pour les 400 000 habitant-e-s du coin, les millions de touristes et les 750 000 voyageurs des transports en commun. Mais la directrice générale de l'Assistance

publique, avec la complicité de mandarins exerçant en secteur 2 (honoraires libres) dans des cabinets privés installés au sein des hôpitaux, sacrifie la population qui n'aura pas d'autre solution que d'aller s'amasser aux urgences des autres hôpitaux parisiens déjà saturées.

L'action du comité de soutien a permis de porter sur la place publique le scandale sanitaire de cette fermeture qui, dans le contexte électoral, a contraint Marisol Touraine à déclarer reporter la fermeture des urgences imposée au 4 novembre...au-delà des municipales! Mais le comité de soutien a dû s'opposer au déménagement en catimini de matériel médical...

Elus, candidats aux municipales et dirigeants politiques (dont Olivier Besancenot) ont participé à une conférence publique et paraphé un pacte hospitalier pour sauver et développer l'Hôtel-Dieu. Pacte hospitalier inspiré du projet alternatif porté par le comité et le lanceur d'alerte, Gérard Kierzek, démis de ses fonctions de responsable du SMUR (service mobile d'urgence et de réanimation) cet été pour manquement au droit de réserve.

Sans participer à cette démarche, Hidalgo, candidate du PS à la mairie de Paris a affirmé que «*le projet de fermeture des urgences de l'Hôtel-Dieu n'est pas possible en l'état*». Delanoë, maire de Paris, demande de suspendre la fermeture pour reprendre la concertation sans a priori et en l'élargissant à l'ensemble du problème des urgences parisiennes.

Dans le même temps, un rapport remis à la ministre par le président du conseil national de l'urgence hospitalière rappelle qu'au cours de l'hiver 2012-2013, une saturation importante et durable des urgences a été constatée, que la surcharge des services d'urgences provoque une morbi-mortalité supplémentaire à la pathologie, et qu'accuser les urgences d'accueillir trop de monde est un faux problème. Le véritable problème est plutôt la pénurie de lits d'hospitalisation. Le médecin-chef des pompiers lui-même affirme (avant de se rétracter) que la fermeture des urgences de l'Hôtel-Dieu va désorganiser leur activité et les contraindre à revoir à la baisse leurs missions de secours à la population. Dans le même sens, l'Association des médecins

urgentistes de France (AMUF) s'oppose à la disparition de ces urgences.

Malgré tout, la directrice générale de l'AP-HP (hôpitaux parisiens) continue d'asphyxier l'Hôtel-Dieu dans la perspective, déjà fixée en 2010, de le vendre à un fond privé pour le transformer en hôtel de luxe, comme les Hôtel-Dieu de Marseille et de Lyon. De plus, elle se permet d'assigner au Tribunal administratif de Paris trois syndicalistes, la CGT et SUD pour «*occupation illégale*»!

Entre cuisine électorale et mobilisation du comité, l'issue de ce bras de fer reste incertaine mais aujourd'hui plus que jamais, la convergence de toutes les résistances est à l'ordre du jour pour gagner. □

## POURQUOI AUBE DORÉE EST ATTAQUÉE

PAR ANDREAS SARTZEKIS

*La répression d'Etat qui a subitement été engagée contre le mouvement néonazi grec en a surpris plus d'un an. Cet article écrit depuis Athènes, publié initialement le 4 octobre sur le site du NPA (et qui est ici légèrement abrégé), cherche à en analyser les raisons.*

**O**n peut penser que la vaste opération de police du samedi 28 septembre au matin, qu'on n'attendait pas aussi importante, est due à plusieurs éléments.

### CONTRADICTION DANS LES CLASSES DIRIGEANTES

D'abord la force de la réaction populaire après la mort du rappeur antifasciste Fyssas, dont le souvenir est déjà une légende vivante dans une grande partie de la jeunesse. Certes, le rassemblement du 25 septembre a été victime de manœuvres qu'on peut en cette circonstance qualifier de sabotage: appel du KKE (PC grec) à un rassemblement ailleurs; condamnation préalable par la direction de Syriza de toute manif à l'occasion du rassemblement... Malgré tout, entre 15 et 20 000 personnes se sont rassemblées et la majorité est partie en manifestation vers le siège des nazis. On a manifesté ce jour-là dans toute la Grèce.

Même si bien des responsables politiques ou économiques européens suivaient avec intérêt l'utilisation de cette bande armée pour tenter de mettre au pas les mobilisations anti-troïka et donc anticapitalistes, une partie de la bourgeoisie européenne jugeait mal venue voire dangereuse la croissance d'un groupe para-étatique qui pourrait faire regretter plus tard aux partis bourgeois traditionnels d'avoir une nouvelle fois joué les apprentis sorciers. Le fait que la Grèce doit prendre la prochaine présidence européenne a apparemment amené des pressions sur le gouvernement Samaras en ce sens.

Les mêmes contradictions existent chez les patrons grecs. S'il est établi que les «*hordes d'horreur*» sont financées par des industriels et armateurs, et depuis longtemps pour certains, la déclaration du dirigeant du patronat grec après le meurtre de Fyssas a sonné comme un

ordre au gouvernement: mettre sur le même plan Chryssi Avgi et Syriza est non seulement inacceptable, mais c'est anti-démocratique. En dehors du fait qu'il y a eu voilà plusieurs mois une rencontre entre lui et Alexis Tsipras, dirigeant de Syriza, il semble bien que la direction du patronat grec refuse à cette étape le développement d'une véritable mafia agissant pour elle-même et pour une partie seulement du grand patronat.

### LES RAISONS DES ARRESTATIONS

Les accusations sur lesquelles la justice a ordonné les arrestations sont bien plus sérieuses qu'un simple coup de pub du gouvernement grec pour rassurer ses compères européens. Depuis trois jours, la Grèce découvre que cette bande de tueurs est une véritable mafia (protection rétribuée de magasins, trafic d'armes, surexploitation d'immigrés dans différentes formes de commerce...), et une véritable petite entreprise terroriste: les services anti-terroristes cherchent en ce moment les caches d'armes que cette pègre avait commencé à organiser dans le pays. Et se dessine ainsi une autre raison possible de l'ampleur de l'opération contre les nazis: les corps de répression commençaient à être tellement gangrenés, avec entraînement discret dans des camps militaires, que leur contrôle par l'appareil d'Etat risquait à terme de lui échapper! Sans pour autant surestimer la force réelle de cette bande d'assassins – et bien sûr le fait que les grands médias passent soudain d'une véritable publicité à Aube dorée à une position quasiment antinazie qui les fait dramatiser à outrance – il est évident qu'une dynamique était en marche, avec des complicités dans la police permettant à tous les partisans de la violence anti-ouvrière et anti-immigrée de se croire tout permis.

### ET MAINTENANT?

La question qu'on peut se poser, trois jours après l'arrestation des dirigeants de Chryssi Avgi, c'est de savoir si le gouvernement et la justice sont déterminés à aller jusqu'au bout, et si les tueurs arrêtés écoperont de vraies peines de prison. Sachant qui est Samaras, avec son passé de droite extrême, on peut avoir des doutes. L'autre question est de savoir si Chryssi Avgi a reçu un coup mortel dans son organisation. Ces deux derniers jours, il est réjouissant de voir que seuls 150 à 200 abrutis avaient répondu à l'appel de la direction nazie à se mobiliser partout. La probabilité que ce groupe soit caractérisé comme groupe criminel ouvre la porte à une interdiction possible, mais ses députés gardent pour l'instant leur mandat et veulent provoquer une crise politique... en prétextant leur soi-disant lutte contre la troïka.

Au-delà de toutes les révélations, il ne faut pas oublier l'assassinat de Pavlos Fyssas, l'assassinat ou les tentatives perpétrées contre de nombreux immigrés, des militants de gauche, avec au moins 300 agressions à juger! On parle ici d'un groupe criminel, et tous les procès jusqu'ici étouffés doivent enfin être engagés.

Quelques réactions de milieux populaires contaminés par la propagande raciste des nazis et du gouvernement le montrent: la bataille du mouvement ouvrier contre la politique de la troïka est indispensable pour organiser l'intervention autonome du mouvement, sous risque d'inféodation aux nazis. La construction d'un immense mouvement antifasciste d'ampleur est plus que jamais à l'ordre du jour, les racines du mal sont évidemment la destruction implacable par la bourgeoisie grecque et internationale de tout droit à des conditions de vie dignes de ce nom. □

La mobilisation à l'hôpital Gourmelen de Quimper. DR.



## LA CRISE SYRIENNE

# RÉVÉLATEUR DES TENDANCES DE LA SITUATION MONDIALE

PAR FRANÇOIS SABADO

Il est trop tôt pour tirer toutes les conclusions des hésitations, réserves, incapacités ou refus de l'impérialisme US et de ses alliés à intervenir en Syrie. Mais on peut déjà constater un changement de politique entre l'interventionnisme en Irak, en 1991 et en 2003, et en Afghanistan à partir de 2002, et la semi paralysie, malgré quelques velléités d'intervention, en Syrie.

La perte de capacités de manœuvre a déjà été notée face aux révolutions arabes, en Tunisie et en Egypte où l'impérialisme US, essayant de maintenir deux fers au feu, l'un dans le soutien traditionnel aux forces armées de ces pays, l'autre dans un jeu plus complexe avec l'internationale des frères musulmans, brouille son message et perd beaucoup de son influence.

A cela, il faut ajouter la complexité de la crise syrienne pour une intervention des puissances occidentales. La Syrie n'est pas n'importe quel pays. Elle est considérée comme un des centres de gravité du monde arabe. Elle constitue un verrou stratégique essentiel pour le contrôle de toute la région, du Liban, de la Palestine, des rapports entre les pays arabes et Israël. Mais surtout, c'est un pays où il y a un processus révolutionnaire.

## POURQUOI ILS CHERCHENT UNE «SOLUTION POLITIQUE»

Dans cette situation, depuis le début de la crise, la politique des puissances occidentales n'est pas d'intervenir pour soutenir la rébellion et se débarrasser de la dictature. Il s'agit d'organiser une pression maximum pour écarter le clan Assad tout en assurant la continuité ou des formes de continuité du régime, ce qu'on a appelé une solution «à la yéménite».

Le problème est que le dictateur, appuyé sur l'essentiel du clan alaouite et aidé par des puissances comme l'URSS ou l'Iran, ainsi que des forces comme le Hezbollah libanais, poursuit le massacre de son peuple. Sommet dans l'horreur, le régime a été jusqu'à utiliser l'arme chimique, ce qui a provoqué cette réaction des puissances occidentales. Mais au-delà des déclarations et des manœuvres diplomatiques, la rébellion

démocratique a été privée d'armes suffisantes pour résister au dictateur. Plus, elle est en outre confrontée aux groupes islamistes fondamentalistes soutenus par l'Arabie saoudite et le Qatar.

La crise syrienne est aussi l'occasion de nouvelles tensions entre l'impérialisme américain, français, britannique, la Turquie et, de l'autre côté, l'Iran et surtout la Russie, d'où le risque d'un affrontement militaire par forces interposées entre toutes ces puissances. Il y a enfin les réactions d'une opinion publique hostile aux interventions militaires extérieures.

Dans ces conditions, on comprend que le choix d'une intervention principalement américaine était délicat, et que les Etats-Unis et la Russie ont préféré rechercher, en toute hypocrisie, une «solution politique»; les USA recherchant même un «nouveau dialogue» avec Téhéran, pour évaluer de nouvelles possibilités de pression sur le régime de Damas qui, pendant ce temps, continue à réprimer et tuer. Nous sommes loin des théories «complotistes» qui voient le soulèvement populaire syrien comme une manipulation de l'impérialisme!

## DES CAPACITÉS D'INTERVENTION DIMINUÉES

Mais au-delà de la crise syrienne elle-même, n'y a-t-il pas de nouvelles tendances de la situation internationale, de nouveaux rapports de forces? Les hésitations, les divisions au Pentagone, au sénat et à la chambre des représentants résultent de l'affaiblissement de la puissance nord-américaine et de nouvelles priorités dans sa politique internationale.

Il faut d'abord prendre la mesure du bilan des opérations militaires en Irak et en Afghanistan. Ce sont de véritables défaites qu'a enregistrées l'impérialisme US. Malgré l'intervention de centaines de milliers de soldats, une occupation des territoires, une mainmise sur les principales ressources énergétiques de ces pays, les USA ont été contraints de plier bagage et d'abandonner la partie. Plus, ironie de l'histoire, les USA qui s'opposaient jusqu'alors à l'Iran ont mis

au pouvoir en Irak des clans, des cliques, des groupes pro-iraniens. Les défaites irakiennes et afghanes pèsent lourd dans le recul des capacités d'intervention au Moyen-Orient et en Asie mineure.

La Lybie confirme aussi les difficultés des puissances occidentales à maîtriser la situation: Kadhafi a été chassé, assassiné, mais le pays est complètement déstabilisé, aux mains là aussi de groupes divers, représentant des territoires, des clans, des tribus ayant leurs propres intérêts. Certes, certaines grandes compagnies pétrolières, protégées par des «armées privées», ont assuré leur développement, mais le pays n'est pas «sous contrôle»: le «service après intervention» des occidentaux est une faillite manifeste.

## UN BASCULEMENT DU MONDE

L'administration Obama a inventé une nouvelle formule stratégique pour couvrir ces revers successifs: «leading from behind» (diriger de l'arrière). Cette nouvelle doctrine est le fruit du déclin relatif de la puissance américaine, de son rejet dans plusieurs parties du monde, du poids de plus en plus important de la Chine, bref de ce que certains observateurs, en ce début de 21<sup>ème</sup> siècle, appellent un basculement du monde

Un des derniers rapports du centre d'analyse du renseignement américain explique: «En 2030, aucun pays – ni les Etats-Unis ni la Chine, ni aucun des grands pays émergents actuels – ne pourra exercer une influence hégémonique sur le reste du monde. Au contraire, la montée en puissance des individus, la diffusion du pouvoir entre les Etats d'une part et des Etats vers les acteurs non étatiques et les réseaux économiques et sociaux d'autre part, vont avoir un impact énorme mettant fin à la domination de l'Occident depuis 1750, rééquilibrant le poids de l'Asie dans l'économie mondiale et ouvrant une nouvelle ère de démocratisation aussi bien dans le village planétaire qu'à l'intérieur des Etats.»<sup>1</sup>

Il faut toujours manier avec précaution les rapports de prospective à 20 ou 30 ans, et relativiser certaines affirmations du rapport sur la marche à la démocratisation. Une grande crise secoue le monde capita-

On a vu comment les menaces de bombardements «punitifs» ont été abandonnées au profit de l'accord, entre Obama et Poutine, sur le contrôle et l'élimination de l'arsenal chimique du régime syrien. Cet épisode traduit en fait des modifications profondes dans les rapports de forces mondiaux, ainsi que dans les préoccupations des principales puissances.

liste, sans perspective, à cette étape, de solution. Plus qu'une marche à la démocratie, ce sont des tensions, des conflits ou guerres localisées qui sont inscrits dans l'évolution actuelle de la situation mondiale. Cette situation peut aussi stimuler des tendances «isolationnistes» aux USA, manifestations que l'on a déjà vues dans l'histoire américaine, mais celles-ci sont contrecarrées par les exigences de la globalisation capitaliste et de la concurrence mondiale.

Néanmoins ce basculement du monde a des conséquences sur la réorganisation et les rapports de forces dans le monde. Certes, les USA restent la première puissance économique, politique, monétaire et militaire. Le dollar reste la monnaie de référence mondiale. La part des dépenses d'armement américaines dépasse 45 % des dépenses d'armement de la planète. Cette tendance au basculement n'est pas linéaire, et elle s'accompagne de contradictions majeures. Les rebonds sont possibles, surtout avec le gigantesque marché nord-américain et la référence maintenue du dollar. Mais la conjonction de ces nouveaux rapports de forces, des tendances

déclinantes de l'Europe capitaliste, de la place nouvelle de la Chine, de l'aspect cumulatif des dernières défaites militaires nord-américaines conduit à une redistribution des rôles, à de nouvelles formes de «multilatéralisme» à la place de l'«unilatéralisme» des années 1990.

## SE CONSTRUIRE COMME PUISSANCE PACIFIQUE

Le monde unipolaire de ces années-là laisse la place à un monde multipolaire. La politique nord-américaine doit prendre en compte la montée des pays dits émergents, par exemple, en Amérique latine, la place du Brésil comme «sous-impérialisme». Les rapports avec une Europe en crise passent de plus en plus par des relations directes avec l'Allemagne.

Mais c'est surtout la nouvelle place de la Chine qui tend à réorganiser la politique internationale américaine. Une nouvelle priorité pour les USA est de se construire comme puissance pacifique (au sens de puissance de l'océan Pacifique), tournée dans la compétition mondiale vers et contre la Chine, dans un jeu qui englobe toutes les puissances asiatiques du Japon

à la péninsule indienne. Cela, d'autant plus que s'élèvent des voix autorisées en Chine pour demander de «désaméricaniser» l'économie et la politique mondiales. La croissance économique capitaliste et productiviste, même si elle est inégale, lourde de contradictions, dépendante de l'économie-monde, se trouve aujourd'hui en Asie. Cela veut-il dire que les USA se «désintéressent» du Moyen-Orient? Non, car même une Amérique premier producteur mondial de pétrole aura besoin du contrôle des pays pétrolier dans sa rivalité avec la Chine. Mais l'ordre de ses priorités doit être revisité à la lumière de la nouvelle donne mondiale: concentrer le tir sur la conquête de nouveaux marchés en Asie, et sur le renforcement des dispositifs militaires visant à contenir les exigences chinoises sur tel ou tel territoire ou vis-à-vis de ses voisins, constitue de plus en plus l'objectif central nord-américain. □

<sup>1</sup> National Intelligence Council, «Global trends 2030: alternative worlds», décembre 2012.



Les ministres des affaires étrangères Kerry (Etats-Unis), Fabius et Hague (Royaume-Uni), le 16 septembre à Paris. Leur guerre de Syrie n'aura pas lieu... DR.



TUNISIE

# LES FORCES EN PRÉSENCE FACE AU GOUVERNEMENT ENNAHDA

PAR DOMINIQUE LEROUGE

*Au pouvoir suite aux élections d'octobre 2011, le gouvernement dirigé par le parti islamiste Ennahda a perdu toute légitimité. Il en va de même de l'Assemblée nationale constituante (ANC) qui avait été élue pour écrire, dans un délai maximal d'un an, une nouvelle Constitution. Près de deux ans sont passés, et celle-ci en est toujours à l'état de brouillon.*

venus du centre-droit ou du centre-gauche. Nidaa Tounes est en coalition, dans l'Union pour la Tunisie, avec un parti de centre-droit et trois petites organisations ayant des origines plus ou moins lointaines à gauche. Avec 24,4 % d'intentions de vote, Nidaa dépassait dans les sondages, fin septembre, Ennahda de 6 %.

Les partis de tradition maoïste (Parti des travailleurs – ex-PCOT –, PDDU, Watad révolutionnaire) et trotskyste (LGO) se sont regroupés en octobre 2012 dans le Front populaire avec plusieurs organisations nationalistes arabes, le parti écologiste, l'association RAID (Attac et Cadtm), ainsi que des « indépendants » n'appartenant à aucun parti. Refusant à la fois le pouvoir religieux (et néolibéral) d'Ennahda et les néolibéraux de Nidaa Tounes, le Front populaire est devenu la troisième force politique du pays. Mais il est encore loin de peser autant que les deux forces principales : 7,5 % d'intentions de vote fin juillet (et seulement 4,6 % fin septembre). Le Front comprend par contre des militants et militantes qui jouent de longue date un rôle important au sein du mouvement syndical et associatif, ainsi que dans les mobilisations.

## LES DÉBATS AU SEIN DU FRONT POPULAIRE

En phase avec les manifestations ayant suivi l'assassinat de Mohamed Brahmi (25 juillet 2013), le Front populaire a demandé le départ du gouvernement et la dissolution de la Constituante. Il a également appelé à la mobilisation pour dégager les représentants du pouvoir central dans les régions. Mais le seul parti capable de postuler au pouvoir, dans le cadre électoral actuel, reste Nidaa Tounes.

Face à cette situation, le Front populaire avait mis en avant, depuis octobre 2012, la revendication d'un gouvernement provisoire « de compétences », c'est-à-dire dont les membres seraient dépourvus de responsabilités dans les différents partis et s'engageraient à ne pas se présenter aux prochaines élections. Mais la disproportion des forces

entre la coalition dirigée par Nidaa et le Front populaire exerce sur ce dernier une pression permanente pour qu'au nom de l'urgence de chasser Ennahda, il s'allie avec Nidaa.

C'est dans ce cadre que, par touches successives, des rapprochements ont eu lieu entre le Front et Nidaa. Un tournant décisif a eu lieu au lendemain de l'assassinat de Mohamed Brahmi avec la création du Front de salut national dans lequel se sont notamment retrouvés le Front populaire et Nidaa Tounes, ainsi que l'UGET (étudiants), l'Association tunisienne des femmes démocrates et l'Union des diplômés chômeurs.

Depuis, en Tunisie comme dans l'émigration, des militants et sympathisants du Front populaire émettent des nuances, des doutes ou des désaccords avec la politique mise en œuvre par le Front populaire qui avait fondé en grande partie son identité sur un renvoi dos-à-dos d'Ennahda et de Nidaa Tounes. Pour certains, la constitution du Front de salut constitue un ralliement de Nidaa aux idées développées de longue date par le Front populaire. Elle permettrait au Front populaire d'accroître son audience et de développer les mobilisations, notamment par le biais du « dégageant » de représentants du gouvernement dans les régions. Pour d'autres, la constitution du Front de salut aurait les effets inverses et permettrait au contraire à Nidaa, dans lequel des responsables du parti de Ben Ali se sont recyclés, d'accroître son audience et de satelliser le Front populaire. Ce débat a d'ailleurs été au cœur du congrès de la LGO (voir dans ces pages) tenu des 27 au 29 septembre 2013.

## LE RÔLE CENTRAL DE L'UGTT

Fondée en 1946, l'Union générale tunisienne du travail est la seule confédération syndicale réellement implantée. Matrice du mouvement national du temps de la colonisation, l'UGTT ne s'est jamais limitée à un rôle revendicatif : elle estime avoir un droit de regard sur le fonctionnement de l'ensemble de la société tunisienne.<sup>2</sup>

Mais l'UGTT n'est pas pour autant candidate au pouvoir et se conçoit comme un contre-pouvoir. Son orientation, systématisée en juin 2012, est de favoriser l'émergence d'un consensus entre toutes les forces politiques et sociales, y compris Ennahda. En cohérence avec cette position l'UGTT ne demandait, avant l'assassinat de Mohamed Brahmi, ni le départ du gouvernement, ni la dissolution de l'ANC.

Le 29 juillet, elle a franchi une des lignes rouges fixées par Ennahda en demandant le départ du gouvernement et la mise en place d'un « gouvernement de salut national », composé de personnalités indépendantes des différents partis et devant impérativement accomplir une liste de tâches dans un délai donné.

Mais parmi les délégués ayant pris la parole lors de la Commission administrative nationale de l'UGTT du 29 juillet, seulement le tiers environ a repris à son compte un des mots d'ordre clés du Front de salut : la dissolution de l'ANC. Il en a résulté une position de l'UGTT à mi-chemin entre les revendications des manifestants et les exigences d'Ennahda.<sup>3</sup>

On trouvait également sur cette position Ettakatol (parti social-démocrate participant à la troïka au pouvoir), l'UTICA (patronat), la LTDH (Ligue tunisienne des droits de l'Homme), l'Ordre des avocats, etc.

Prenant acte de cette situation, les organisations membres du Front de salut se sont progressivement alignées sur la

position de l'UGTT et de ses alliés. De son côté, Ennahda a fini par signer le 5 octobre la « feuille de route » de l'UGTT qui prévoit notamment la démission du gouvernement actuel avant la fin du mois. Les spéculations vont bon train pour savoir si ce processus ira jusqu'au bout, ou s'il s'agit d'une nouvelle manœuvre du parti islamiste. □

<sup>1</sup> Beji Caïd Essebsi avait notamment été ministre de l'Intérieur et de la Défense sous le président Bourguiba, puis président de l'Assemblée nationale au début du règne de Ben Ali (1990-1991).  
<sup>2</sup> Sur l'UGTT, son histoire et son positionnement, voir la revue internationale de l'Union syndicale Solidaires n°8 (automne 2012), disponible sur la page Tunisie de [www.solidaires.org](http://www.solidaires.org)  
<sup>3</sup> Déclaration de la Commission administrative nationale de l'UGTT du 29 juillet <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29472>

Le siège de l'UGTT à Tunis. DR.



AU CONGRÈS DE LA LGO

# LE DÉBAT SUR L'APPARTENANCE AU FRONT DE SALUT

PROPOS RECUEILLIS PAR DOMINIQUE LEROUGE

*Tous les intervenants étaient d'accord sur la nécessité de rester au Front populaire. Ils ont également souligné que la décision d'entrer dans le Front de salut avait été prise collectivement lors de la réunion tenue au lendemain de l'assassinat de Mohamed Brahmi. Une large palette de positions s'est en revanche exprimée sur le bilan de cette tactique et l'opportunité de maintenir maintenant cette orientation. Ce débat a débouché sur un vote à 81,1 % pour sortir du Front de salut.*

un parti à visée électorale et n'a pas un programme cohérent. Le Front populaire n'a pas dévié vers la droite. Il avait au contraire un programme clair et sa tactique a été une réussite: d'une part l'initiative du Front populaire a disloqué l'Union pour la Tunisie constituée autour de Nidaa Tounes, d'autre part le Front de salut est sous la domination du Front populaire.»

«L'initiative de l'UGTT a été acceptée parce que la dissolution de l'ANC n'était pas crédible.»

«La décision que le porte-parole du Front rencontre l'ambassadeur américain est liée au fait qu'Ennahda et Essebsi complotent avec les chancelleries étrangères. Il est nécessaire que le Front populaire ait également des relations diplomatiques.»

«Les forces de la LGO sont limitées et le risque existe pour elle de se retrouver isolée. Il faut sortir des oppositions passées entre trotskystes et maoïstes. Le sectarisme est une logique destructrice. Nous devons au contraire nous ouvrir sur les autres partis de la gauche. Si nous décidons de sortir du Front de salut, il faut dire ce que nous ferons ensuite.»

En résumé, «la tactique suivie était juste. La LGO est une organisation révolutionnaire, mais cela ne doit pas l'empêcher d'avoir des positions tactiques. Critiquer le Front de salut est une déviation gauchiste ne prenant pas en compte les rapports de forces actuels.»

## DEUXIÈME POSITION : QUITTER LE FRONT DE SALUT (81,1 %)

Certains pensent que cette position était erronée dès le début: «Participer au Front du salut est une vraie catastrophe.» «Je ne comprends pas comment nous pouvons nous retrouver côte-à-côte avec des anciens RCDistes'. Il est hors de question de se retrouver avec Nidaa Tounes et Béji Caïd Essebsi qui a été l'initiateur de la contre-révolution.»

«Notre but est de changer le régime. Le Front de salut veut seulement changer

le gouvernement, est-ce un objectif pour nous?» «Il faut être contre toute rencontre et débat avec le gouvernement actuel.»

Plusieurs congressistes sont intervenus pour expliquer que cette tactique se justifiait au lendemain de l'assassinat de Mohammed Brahmi. «Participer au Front de salut était juste, mais si le Front populaire en avait été la locomotive. Cela n'a pas été le cas.» «A cause de notre faiblesse organisationnelle, la LGO n'a pas pu peser pour que le Front populaire se maintienne dans cette voie.»

Un autre congressiste explique: «J'étais d'accord avec la participation de la LGO au Front de salut, mais ma position a changé. On peut se tromper, il est temps de se remettre en question.»

Plusieurs congressistes ont proposé en conséquence les orientations suivantes:

- Travailler avec les forces libérales n'est pas possible pour la continuation de la révolution. Il faut donc se retirer du Front de salut.

- Il faut avoir une position indépendante d'Ennahda et de Nidaa Tounes.

- La classe ouvrière n'a pas besoin d'alliances interclassistes. La LGO doit maintenir son indépendance de classe envers la bourgeoisie «moderniste» et continuer la lutte.

- Nous devons nous concentrer sur la radicalisation du mouvement social avec l'UGTT.

- Il faut radicaliser le programme du Front populaire en mettant les problèmes économiques et sociaux au premier plan. Quel est actuellement le programme économique du Front populaire? Le Front populaire dit périodiquement qu'il va faire une conférence de presse sur ce sujet, mais il ne le fait pas.

Certains congressistes ont estimé que «le Front populaire avait dérivé sur la droite.» «Le fait que le porte-parole du Front populaire ait rencontré l'ambassadeur américain pose problème. A l'intérieur du Front populaire, la LGO aurait dû exprimer son désaccord avec cela.»

«Au sit-in du Bardo, nous avons été à la remorque de l'Union pour la Tunisie et de Nidaa Tounes qui disposaient de beaucoup d'argent. Tout cela a créé beaucoup de problèmes parmi les militants. Pendant ce temps, dans les régions, il y a eu des confrontations très importantes. Des militants ont été attaqués, et on nous demandait: où est le Front? Le Front populaire est désormais absent des médias, alors que Nidaa y est très présent.»

«Il existe parmi les militants de base du Front populaire une grande colère par rapport à ce qui se passe. Il y a un

décalage entre les dirigeants et la base. Il y a un problème par rapport à la façon dont les décisions sont prises.»

## TROISIÈME POSITION : GELER LA PARTICIPATION AU FRONT DE SALUT (8,1 %)

«Participer au Front de salut n'était pas une erreur, on était obligé d'agir ainsi. S'il n'y avait pas eu le Front de salut, il n'y aurait pas eu des milliers de gens dans la rue.» «Un front est nécessaire pour faire chuter Ennahda: on ne peut pas dire non à un RCDiste qui agit dans le même sens que nous.»

«Même si nous nous retrouvons avec des bourgeois, les révolutionnaires doivent en être partie prenante pour imposer des tâches révolutionnaires.»

«Il faut donner à ce front un sens révolutionnaire, de classe et féministe. Une telle liaison n'est pas automatique, il doit y avoir une dialectique.» □

1 Le RCD était le parti de Ben Ali.

## PREMIÈRE POSITION : RESTER AU FRONT DE SALUT (10,8 %)

«Nous devons tenir compte des rapports de forces en Tunisie et au niveau international. Il faut insister davantage sur le danger représenté par les islamistes qui pratiquent le terrorisme et l'assassinat politique. Si demain Ennahda gagne les élections, ce sera la destruction des forces révolutionnaires qui seront attaquées directement.» «La LGO n'est pas une force politique qui part d'une position livresque mais est orientée vers les masses. L'ennemi des masses est en ce moment Ennahda, il faut se positionner par rapport à cela.»

«Nous devons donc nous battre sur les tâches démocratiques qu'il faudra ensuite lier avec des revendications transitoires. C'est une des raisons pour lesquelles la conférence du Front populaire des 1<sup>er</sup> et 2 juin était tournée vers les revendications démocratiques.»

«Cette conférence de juin voulait également peser sur les forces du centre et de la droite. Nidaa est fondamentalement

L'affiche du congrès de la LGO. DR.



## Le congrès de la LGO PAR ALAIN KRIVINE ET JEAN BATOU

Constituée juste après le 14 janvier 2011, la Ligue de la gauche ouvrière (LGO) a tenu son premier congrès du 27 au 29 septembre 2013. La LGO est membre du «Front populaire pour la réalisation des objectifs de la révolution», formé il y a près d'un an en tant que troisième pôle face à Ennahda et Nidaa Tounes. Elle s'y retrouve notamment aux côtés d'organisations numériquement beaucoup plus importantes qu'elle, comme le Parti des travailleurs tunisiens (ex-PCOT) et le Parti des patriotes démocrates unifié (Watat unifié).

En dépit de sa taille modeste, la LGO dispose de militants et militantes qui ont joué un rôle important dans la clandestinité, pendant la dictature policière de Ben Ali, et au cours des presque trois premières années de la révolution. Certains de ses membres sont très connus dans le pays, comme Ahlem Belhadj, présidente de l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD), Fathi Chamkhi, porte-parole de RAID Attac/CADTM, ou Nizar Amami, responsable syndical de l'UGTT-PTT.

Ont notamment pris la parole lors de la séance d'ouverture la plupart des dirigeants nationaux de la gauche tunisienne, la veuve de Mohamed Brahmi assassiné le 25 juillet

dernier, ainsi que des représentants du NPA, de SolidaritéS (Suisse) et de la LCR (Belgique). En ce qui la concerne, l'UGTT était représentée par un des membres de sa direction nationale et plusieurs de ses responsables intermédiaires.

Le congrès lui-même s'est déroulé les deux jours suivants avec une quarantaine de votants, en présence d'observateurs du PST (Algérie), du NPA, de SolidaritéS et de la LCR. Il y a été débattu un texte sur la situation politique, un texte organisationnel et un texte programmatique. Proche de la Quatrième Internationale, la LGO a décidé par ailleurs de demander à en devenir membre à part entière. L'essentiel des débats a tourné autour du Front de salut que la LGO a décidé de quitter par un vote à 81 %. Le congrès a simultanément décidé de renforcer l'action de la LGO pour construire et radicaliser le Front populaire comme alternative de classe, tant aux libéraux «modernistes» qu'aux islamistes-libéraux. Une direction a été élue incluant les différentes sensibilités qui se sont exprimées lors du débat sur le Front de salut. □

# LE « DIALOGUE NATIONAL » AU CHEVET DU RÉGIME TUNISIEN

PAR FATHI CHAMKHI<sup>1</sup>

*Le 5 octobre dernier a marqué le démarrage du « congrès national pour le dialogue », sur la base d'une « feuille de route » préparée par le Quartet<sup>2</sup> qui parraine cette rencontre. Il s'agit en fait de la reprise du « dialogue national » lancé par le Quartet en mai dernier, mais suspendu suite à l'assassinat du député et leader du Front populaire (FP) Mohamed Brahmî.*

Seules les formations politiques représentées à l'Assemblée nationale constituante (ANC) sont acceptées à ce dialogue. Leurs tâches consistent à terminer l'écriture de la Constitution, promulguer une nouvelle loi électorale, mettre en place l'Instance indépendante des élections, fixer la date des élections et se mettre d'accord sur un nouveau gouvernement « de compétences » doté de pouvoirs larges, que devrait présider « une personnalité indépendante ». Le tout dans un délai d'un mois. Le FP en tant que tel a été écarté de ces discussions. Parmi ses 14 composantes, seuls y participent trois partis<sup>3</sup> (au côté d'une vingtaine d'autres). Le but serait de sortir la Tunisie de la crise et d'achever sa « transition démocratique ».

Ce « dialogue » prend à contre-pied les centaines de manifestations, sit-in et grèves qui ont réuni, sur l'ensemble du pays, des centaines de milliers de personnes pour imposer la dissolution de l'ANC ainsi que de tous les pouvoirs qui en émanent, notamment le gouvernement transitoire. Ce mouvement révolutionnaire accuse les islamistes et leurs alliés d'avoir trahi la révolution, d'être responsables de l'aggravation de la crise et de la dégradation de la situation sécuritaire du pays. Ce qui implique une annulation pure et simple du mandat électoral, et la fin de la légitimité à gouverner qui en découle.

## FACE AU BLOC DE LA CONTRE-RÉVOLUTION

Au cours du dernier quart de siècle, l'économie locale a été déstructurée, recentrée sur le marché extérieur et ses revenus largement captés par les forces de la mondialisation capitaliste néolibérale. La conséquence de ce hold-up néocolonialiste est une extension phénoménale de la précarité, de l'exclusion et de la misère. Un pouvoir politique répressif était nécessaire

à ce système pour se maintenir sur une période aussi longue.

En rompant le rapport des forces qui permettait à la minorité riche d'exploiter violemment la majorité pauvre, les classes opprimées ont réussi à chasser le dictateur et à créer les conditions politiques pour briser toutes les chaînes qui les condamnent à la misère et les soumettent à l'oppression. Mais beaucoup d'obstacles se dressent encore face au processus révolutionnaire. D'une part, les hésitations et les ambiguïtés, voire l'opportunisme des partis de gauche ainsi que leur manque de confiance en eux-mêmes, les classes laborieuses et la jeunesse. D'autre part, le ralliement d'une partie du mouvement démocratique au bloc contre-révolutionnaire. Enfin, le refus obstiné de la minorité dominante, qui détient toujours tout le pouvoir économique et politique, de satisfaire les revendications les plus urgentes des classes laborieuses, son acharnement dans la fuite en avant capitaliste néolibérale, le durcissement de sa politique d'austérité, sa fourberie et son idéologie réactionnaire aux multiples facettes.

Le tout, conjugué aux pressions colossales qu'exercent les forces impérialistes sur les principales organisations sociales et politiques, ce qui donne une idée des ressorts de la contre-révolution qui tente de barrer la route de l'émancipation et de la liberté. La crise révolutionnaire accélère la transformation de la crise sociale en crise économique, financière, politique, sécuritaire et environnementale.

En poursuivant sur la voie de Ben Ali, tout en accélérant la libéralisation de l'économie et en durcissant les mesures d'austérité, Ennahda ne fait que scier la branche sur laquelle elle est assise. Le masque religieux, qui lui a facilité l'accès au pouvoir, est tombé ! Sa nature bourgeoise,

corrompue et réactionnaire apparaît en plein jour.

Il faut maintenir la pression contre Ennahda, par la poursuite des mobilisations populaires, afin de l'isoler davantage, de diminuer sa nuisance idéologique, de limiter sa nocivité politique et sociale, de la chasser du pouvoir pour booster le processus révolutionnaire. Au lieu de cela, la direction du FP, qui a réussi à se placer à la tête du mouvement révolutionnaire, s'est laissée entraîner dans la mauvaise direction par les partis bourgeois qui l'on rejoint dans le Front de salut national (FSN) : celle de ce « dialogue national » qui est une véritable planche de salut pour Ennahda, qui tombe à point nommé pour lui maintenir la tête hors de l'eau.

## ENNAHDA A ÉCHOUÉ

Pourtant, sauver le parti islamiste est le dernier des soucis du régime dominant. L'objectif est de faire échouer la révolution ! Tous les beaux discours sur « l'intérêt suprême de la Tunisie », la « transition démocratique », le « salut national » ou le « consensus national » sont de la rhétorique petite-bourgeoise, qui vise à dissimuler aux masses cet objectif. En 1987, Ben Ali, ses commanditaires et ses acolytes avaient eux aussi caché au peuple tunisien les tenants et aboutissants du coup d'État, sous un tas de beaux discours et de slogans destinés à le bercer.

La tâche contre-révolutionnaire du parti islamiste n'est pas terminée, le régime a encore besoin de sa collaboration pour venir à bout du mouvement révolutionnaire. Ennahda sait qu'elle a lamentablement échoué au pouvoir. Elle n'a pas pu étouffer la contestation sociale et faire régner de nouveau l'ordre bourgeois. Dans le même temps, à cause de la trahison des espoirs qu'une partie de la population avait mis en elle, Ennahda a perdu une bonne partie de la confiance dont elle bénéficiait auprès des classes populaires.

La légitimité issue des élections est épuisée, et les pouvoirs qui en sont issus se sont érodés. La contre-révolution a besoin d'une nouvelle donne pour venir à bout de la résistance sociale. Les islamistes sont conscients de cela, mais ils sont tétanisés

par le retournement dramatique de la situation en Egypte et craignent qu'un sort semblable les attende dès qu'ils s'éloigneront du pouvoir.

L'assassinat de Belaïd, en février, puis de Brahmî, en juillet ont créé de véritables électrochocs. Ennahda a réussi, en l'absence de réaction appropriée de la part du FP, à absorber le choc du premier assassinat. Mais à l'heure actuelle, elle est en train de subir les effets de l'assassinat de Brahmî. La crise politique se poursuit malgré le démarrage du « dialogue national ». La situation économique et sociale est assez catastrophique, comme la dégradation de la situation sécuritaire du fait, notamment, de la multiplication des groupes djihadistes et terroristes, ainsi que des erreurs et dérapages multiples des islamistes au pouvoir. Mais la réaction énergique et appropriée de la direction du FP, en réponse à cet assassinat, consistant à lancer un appel à la mobilisation au peuple tunisien pour chasser les islamistes du pouvoir, a aussi contribué à affaiblir et isoler Ennahda.

L'appel du FP a été largement entendu. La mobilisation a pris un élan ascendant à Tunis, comme partout dans le pays, et a culminé lors des manifestations gigantesques des 6 et 13 août. Parallèlement à l'extension et à la radicalisation du mouvement révolutionnaire, les pressions des partis bourgeois, des chancelleries des États impérialistes, ainsi que de la direction de la centrale syndicale et de l'organisation pa-

tronale, se sont accentuées en direction du FP pour l'amener sur la voie du « dialogue national ». Dès le début, Nidaa Tounes, principal parti bourgeois, est venu s'agripper au FP dans le cadre du FSN, qui a vu le jour quelques heures seulement après qu'il ait lancé le fameux « appel au peuple ».

## STOPPER ET DÉVIER LE FRONT POPULAIRE

L'objectif de Nidaa Tounes, version moderniste d'Ennahda, est clair : d'une part stopper l'ascension du FP, le dévier de sa ligne révolutionnaire ; et d'autre part limer les ongles d'Ennahda afin de la forcer à normaliser ses relations avec lui, pour constituer autour d'eux une large coalition politique qui aurait pour tâche principale l'appui politique au nouveau gouvernement, et pour mission d'appliquer l'accord conclu le 7 juin dernier avec le FMI. Quant aux élections, elles dépendront de la capacité de ce gouvernement et de la coalition politique le soutenant à mener à bien la politique d'austérité, ainsi qu'à préparer le terrain à un scrutin dont le but sera de consolider la victoire de la contre-révolution. Mais nous n'en sommes pas encore là, loin s'en faut !

La direction du Front populaire fait fausse route lorsqu'elle accepte le dialogue avec les bandits, alors que depuis trois ans les masses prennent une orientation anti-impérialiste et anticapitaliste assez évidente. Elle fait fausse route aussi, lorsqu'elle privilégie le dialogue avec le produit de la dégénérescence des classes possédantes,

au lieu de la voie de la révolution tracée par l'insurrection initiée le 17 décembre 2010. Peu importe les raisons de ce virage droitier, ses conséquences seront désastreuses sur le processus révolutionnaire, à moins que cette direction ne corrige le tir rapidement, tant qu'il est encore temps.

Le FP a beaucoup de pain sur la planche. Il y a un processus révolutionnaire, qu'il doit mener à son terme. Il lui faut, outre corriger son orientation actuelle, engager sans plus tarder la bataille contre le durcissement de la politique d'austérité et l'aggravation de la libéralisation capitaliste dictée par les accords avec l'Union Européenne, le FMI et la Banque Mondiale. Il s'agit de poursuivre la mobilisation pour balayer les institutions et les pouvoirs issus des élections du 23 octobre, tout comme le combat pour la défense des libertés fondamentales. Le FP doit s'armer de tâches et de perspectives claires, aider les classes laborieuses à prendre part de manière consciente à leur auto-libération. Pour assumer ses lourdes tâches, il a intérêt à poursuivre sa propre construction, abandonnée ces derniers mois au profit des instances du FSN. □

<sup>1</sup> L'auteur est membre de la direction du Front populaire et de la Ligue de la gauche ouvrière. Les intertitres sont de la rédaction.

<sup>2</sup> Le Quartet regroupe l'UGTT, l'organisation patronale UTICA, l'Ordre des avocats et la Ligue tunisienne des droits de l'Homme.

<sup>3</sup> Il s'agit du Parti des Travailleurs (ex-PCOT), du Wataad unifié (PPDU, auquel appartenait Chokri Belaïd) et du Tayar Echaabi (Courant populaire, auquel appartenait Mohamed Brahmî).



L'affiche annonçant la conférence de presse de lancement du Front populaire, le 26 septembre 2012. DR.

# L'ENJEU CENTRAL DE L'AUTO-ORGANISATION PAR FREMEN TABR<sup>1</sup>

*Lorsque nous analysons une situation politique révolutionnaire, deux questions reviennent : quel est le niveau de l'auto-organisation du salariat et de la jeunesse, et quel parti est en mesure d'impulser une politique révolutionnaire ? Deux questions intimement mêlées, et dont l'exemple tunisien montre une nouvelle fois toute l'importance.*

Cela a été dit et répété : la révolution tunisienne n'a pas eu besoin d'un parti pour s'élancer, ni même pour renverser le dictateur Ben Ali en janvier 2011. Mais outre le fait que ceci est plutôt la norme que l'exception dans les mouvements révolutionnaires, l'expérience de très nombreuses révolutions montre que si dans le feu de la lutte révolutionnaire, les acteurs de la révolution ne construisent pas les outils de leur pouvoir et ne lui donnent pas des objectifs appropriés, alors l'énergie de la révolution risque fortement de se disperser et finalement de s'évaporer, laissant un sentiment de gâchis et d'impuissance envahir de larges couches de la population. Ce danger existe aujourd'hui en Tunisie.

Pourtant, après des élections d'octobre 2011 marquées par une grande dispersion des candidatures et une bipolarisation entre d'une part Ennahda et ses alliés/subordonnés de la Troïka, et d'autre part le pôle libéral bourgeois dit « moderniste », la gauche a tenté d'avancer vers une représentation indépendante visible en lançant, en octobre 2012, le « Front populaire pour la réalisation des objectifs de la révolution », couramment appelé Front Populaire ou FP. Ce Front a élaboré un projet de Charte<sup>2</sup> en septembre 2012 ; la version définitive qui aurait dû être adoptée en janvier 2013 n'a jamais vu le jour.

Ce document, s'il fixe un ensemble d'éléments d'orientation importants, ne pose aucunement la question de l'auto-organisation, en particulier dans sa partie<sup>1</sup> (« *La question nationale et démocratique* »), qui limite la question démocratique à une approche purement institutionnelle et néglige le fait essentiel que dans une révolution, la démocratie est d'abord matérialisée par l'intervention directe des masses dans la sphère politique. Il reste également très flou sur la question de la délimitation de classe, le critère de clivage étant le refus du libéralisme et de la soumission aux sphères étrangères (entendons impérialistes et pays du Golfe). Le rôle essentiel accordé aux élections se retrouve dans la conclusion<sup>3</sup>.

## LES LIMITES DU FRONT POPULAIRE

S'il est indéniable que le lancement du FP a permis une « dynamique à gauche », celui-ci se heurte aujourd'hui à ses propres limites. En effet, le niveau d'auto-organisation n'a pas connu d'amélioration significative ces derniers mois, et le Front

« impartiale ». On se demande alors pourquoi appeler à l'installation de comités d'autodéfense, ce qui ne semble pas s'être fait en pratique – ce n'est sans doute pas une coïncidence.

Mais la conclusion de cet appel montre toutes les limites du Front, fortement



Fin juillet 2013, dans les rassemblements du Bardo. DR.

ne s'y emploie pas. Un appel allant dans ce sens a été publié le jour de la mort de Mohamed Brahmi, mais sur la seule question de l'autodéfense et, surtout, le Front y appelle « *l'armée nationale et les forces de sécurité tunisiennes à protéger le peuple tunisien et lui permettre d'exercer ses libertés et de défendre pacifiquement son droit de manifester pour réaliser les tâches de la révolution.* » Ce discours, qui n'est pas nouveau, contribue à l'illusion que les forces de répression issues de l'ancien régime et toujours pas épurées pourraient adopter une position

marqué par la logique nationale – toujours importante dans les pays qui ont connu la colonisation : « *Le devoir de sauver le pays de l'effondrement, de la faillite et de la violence nous invite tous à rester unis derrière un gouvernement de salut national en tant qu'alternative à l'Assemblée constituante et au gouvernement qui en émane qui ont perdu toute crédibilité et toute légitimité.* »

## L'EXPÉRIENCE DU BARDO

Les conséquences concrètes de la très grande faiblesse de l'auto-organisation se

sont vues lors du sit-in organisé au Bardo, devant le siège de l'Assemblée nationale constituante (ANC). Nidaa Tounes et l'ensemble des partis bourgeois ont pesé de tout leur poids pour aller dans le sens d'une union nationale contre Ennahda, au nom de la défense de la liberté. On a vu que les partis avaient beaucoup de mal à s'exprimer sur la place du Bardo. Toute expression qui pouvait être perçue comme contraire à l'unité était malvenue. Le drapeau national était hégémonique. Mais qui a intérêt à cette union sacrée ?

ne peut faire sien un tel programme, si ce n'est en paroles. Elle continuera de rembourser la dette, d'honorer les obligations engagées dans les accords d'association avec l'Union Européenne. De plus, elle continuera de combattre pied à pied la liberté syndicale et les conquêtes sociales, comme elle le fait depuis toujours. Il ne faut pas oublier que si une large partie d'entre elle s'est ralliée, tardivement, au mouvement populaire, parti des régions déshéritées du pays pour renverser Ben Ali, ce n'est pas par sympathie pour ses revendications. C'est que le système de corruption généralisée et de prédation de Ben Ali et de son entourage devenait un carcan, même pour une large partie de la bourgeoisie nationale. De la même façon, aujourd'hui, l'alliance pour renverser Ennahdha n'est qu'une alliance de circonstances. Et le fait que le débat ne porte pas sur le contenu de la politique à mener lui permet d'éluder complètement son opposition fondamentale aux objectifs de la révolution. Et l'adhésion du FP et de presque toutes ses composantes à un Front de salut national avec Nidaa Tounes a marqué un recul de ce point de vue.

## UNE ALTERNATIVE ?

Le besoin de proposer une alternative, dans la perspective d'un renversement de la troïka, justifie parfois ce choix. Mais il faut admettre que le FP ne dispose pas d'un rapport de forces qui lui permettrait de « jouer dans la cours des grands ». En comparaison, les forces « démocrates » et libérales sont plus puissantes. Elles disposent d'importants relais, de chaînes de télévision, etc. C'est d'ailleurs un point que mettent en avant nos camarades de Tunisie pour expliquer la nécessité d'agir dans un cadre qui dépasse leurs seules forces, très réduites, et malgré la distance politique qui peut les séparer d'autres partenaires du FP.

Le niveau d'auto-organisation, on l'a dit, reste extrêmement faible. La capacité de peser directement sur les événements est donc très limitée, même à l'échelle du FP. On en a vu l'illustration concrète sur la place du Bardo où les moyens matériels de Nidaa Tounes (sono, etc.) lui permettaient d'influencer le contenu du rassemblement et de contrôler les prises de paroles. Nos camarades de la LGO en ont fait les frais. Autre exemple, le 30 juillet 2013, jour où un important meeting était organisé sur la place, celui-ci était

précédé... d'une prière. Cette pratique, habituelle pour les soi-disant laïcs de Nidaa Tounes, est totalement absente des initiatives du FP.

La difficulté dans un contexte révolutionnaire est d'admettre qu'à court terme, on n'est pas en mesure de prendre le pouvoir et on n'a d'autre solution que de rester dans l'opposition.

Outre le caractère bien problématique de la neutralité d'un hypothétique nouveau gouvernement (pour la petite histoire, le nom de la présidente du syndicat patronal UTICA, Wided Bouchamaoui, circulait le 10 août pour le poste de chef du gouvernement – elle démentira la rumeur), il y a un autre facteur au moins aussi sérieux : celui du rôle de l'administration. Car si on n'établit par le contrôle populaire à tous les niveaux, ce n'est pas l'administration de l'époque benaliste qui mettra en œuvre les mesures destinées à répondre aux besoins urgents de la population. L'Etat n'est pas neutre, il est l'instrument de la domination d'une classe sur les autres, faut-il le rappeler ? Et bien entendu, il faut inclure la police, l'armée, la justice dans cette réflexion.

Il n'est d'ailleurs pas du tout exclu qu'une partie des événements récents sur le plan « sécuritaire » n'aient été autorisés ou facilités par d'anciens membres du RCD. En effet, le contexte dramatique des attentats et des attaques contre l'armée est tout à fait propice à l'union sacrée. Ennahda a tenté de faire appel à ce sentiment et a proposé un gouvernement d'union nationale. Cette offre a pour le moment été rejetée par toute l'opposition, mais un retournement n'est pas encore impossible. Et si Ennahdha est renversée, le FP devra faire face à la dure réalité : il reste une force minoritaire d'opposition. La question de la chute d'un gouvernement est certes à l'ordre du jour, mais pas celle du pouvoir populaire. □

<sup>1</sup> Certaines parties de ce texte sont reprises d'un document écrit début août 2013 (et retouché début septembre), disponible sur le site d'Europe solidaire sans frontières : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article30092>

<sup>2</sup> Document disponible sur ESSF, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article27377>

<sup>3</sup> « Les signataires de ce document considèrent que le principal objectif du Front est d'achever le processus révolutionnaire et d'instaurer le pouvoir du peuple à travers toutes les formes de lutte possibles, y compris les élections. Ils affirment leur disposition à réagir positivement à toutes les initiatives nationales et populaires qui s'accordent avec les orientations et les tâches du Front. »

## FRONT POPULAIRE

# ENTRE MOBILISATIONS SOCIALES ET ALLIANCES AVEC LA BOURGEOISIE

PAR MAYA ALALI

Lors de son lancement il y a un peu plus d'un an, le Front populaire s'était défini comme une option clairement indépendante, opposée aussi bien aux islamistes qu'à l'opposition bourgeoise libérale. Et cela avait fait son succès. Un an plus tard, la situation a bien changé...

La politique désastreuse du gouvernement de la «troïka» dirigé par le parti Ennahda l'a profondément discrédité. Face à lui, les classes populaires n'ont rien non plus à attendre de l'opposition libérale menée par le parti Nidaa Tounes («Appel de la Tunisie»). Son dirigeant Béji Caïd Essebsi a déjà démontré sa capacité à réprimer les mouvements sociaux et à répondre aux ordres des instances internationales et impérialistes (FMI, Banque mondiale...). Le Front populaire, regroupement des forces de la gauche tunisiennes (dont les principaux courants sont d'origine maoïste ou nationaliste), a été et reste quant à lui très impliqué dans les mobilisations sociales. Il a cependant fêté sa première année d'existence en étant embourbé dans des alliances avec la bourgeoisie.

## DES OCCASIONS MANQUÉES

Si les protestations sociales et ouvrières sont moins nombreuses ces derniers mois qu'aux débuts du processus révolutionnaire, la population est à plusieurs reprises descendue massivement dans la rue, au niveau régional ou national, sur des questions aussi bien sociales que politiques. Mais face à la répression féroce de la mobilisation populaire dans la région de Siliana, à l'attaque du 4 décembre 2012 contre les locaux de la centrale syndicale UGTT, puis à l'assassinat du secrétaire général des Patriotes démocrates unifiés et membre de la direction du Front populaire, Chokri Belaïd, la réaction des forces de gauche et de l'UGTT s'est avérée faible ou problématique. A Siliana, en novembre 2012, la population de la ville s'est révoltée contre le chômage et la précarité. Elle réclamait aussi la libération de manifestants emprisonnés depuis des mois sans motif valable. Le gouverneur nahdaouite a répondu en ordonnant une répression croissante, jusqu'à autoriser les forces de l'ordre à utiliser des tirs de chevrotine. Il y a eu plus de 350 blessés selon la direction de l'hôpital de Siliana, dont 19 personnes

ébougnées. Si la direction de l'UGTT a accompagné la révolte en appelant à la grève dans toute la région pendant les cinq jours d'affrontements, elle a fini par signer un accord avec le gouvernement: les grèves étaient suspendues et l'adjoint du gouverneur devait expédier les affaires courantes en attendant une décision gouvernementale. Mais le gouverneur responsable des crimes contre les manifestants est toujours en place.<sup>2</sup> A la suite de l'assassinat de Chokri Belaïd, le 6 février 2013, le porte-parole du Front populaire Hama Hammami (dirigeant du PCOT devenu maintenant Parti des travailleurs) lançait un mot d'ordre de grève générale et appelait à manifester. Dans la foulée, l'UGTT appelait elle aussi à la grève générale (soutenue d'ailleurs par le syndicat patronal) pour le jour des funérailles. Cette grève a été suivie massivement, des centaines de milliers de personnes ont participé à la manifestation. Mais sans résultat concret car le Front populaire, assommé par cet assassinat, n'a pas donné de perspectives politiques à cette mobilisation.

## DE L'ASSASSINAT DE MOHAMED BRAHMI À LA CRÉATION DU FSN

Le gouvernement s'est-il du coup senti les mains libres pour de nouveau affaiblir la gauche et faire peser un climat de terreur sur la population, en organisant un deuxième assassinat? Le 25 juillet, Mohamed Brahmi, secrétaire général du Courant populaire et député à l'assemblée nationale constituante (ANC), était à son tour assassiné.

Le jour même, le Front populaire organisait une conférence de presse avec à ses côtés des représentants des principaux partis de l'Union pour la Tunisie, dont Nidaa Tounes (la droite libérale). Par la voix de son porte-parole, Hama Hammami, il appelait à:

1. Organiser des sit-in devant les sièges des gouvernorats;
2. Participer massivement à la grève générale le jour des funérailles;
3. Organiser des sit-in devant le siège de

l'ANC dominée par les islamistes, jusqu'à sa chute et à celle du gouvernement et des présidences qui en découlent;

4. La dissolution de l'assemblée constituante;

5. La désobéissance civile;

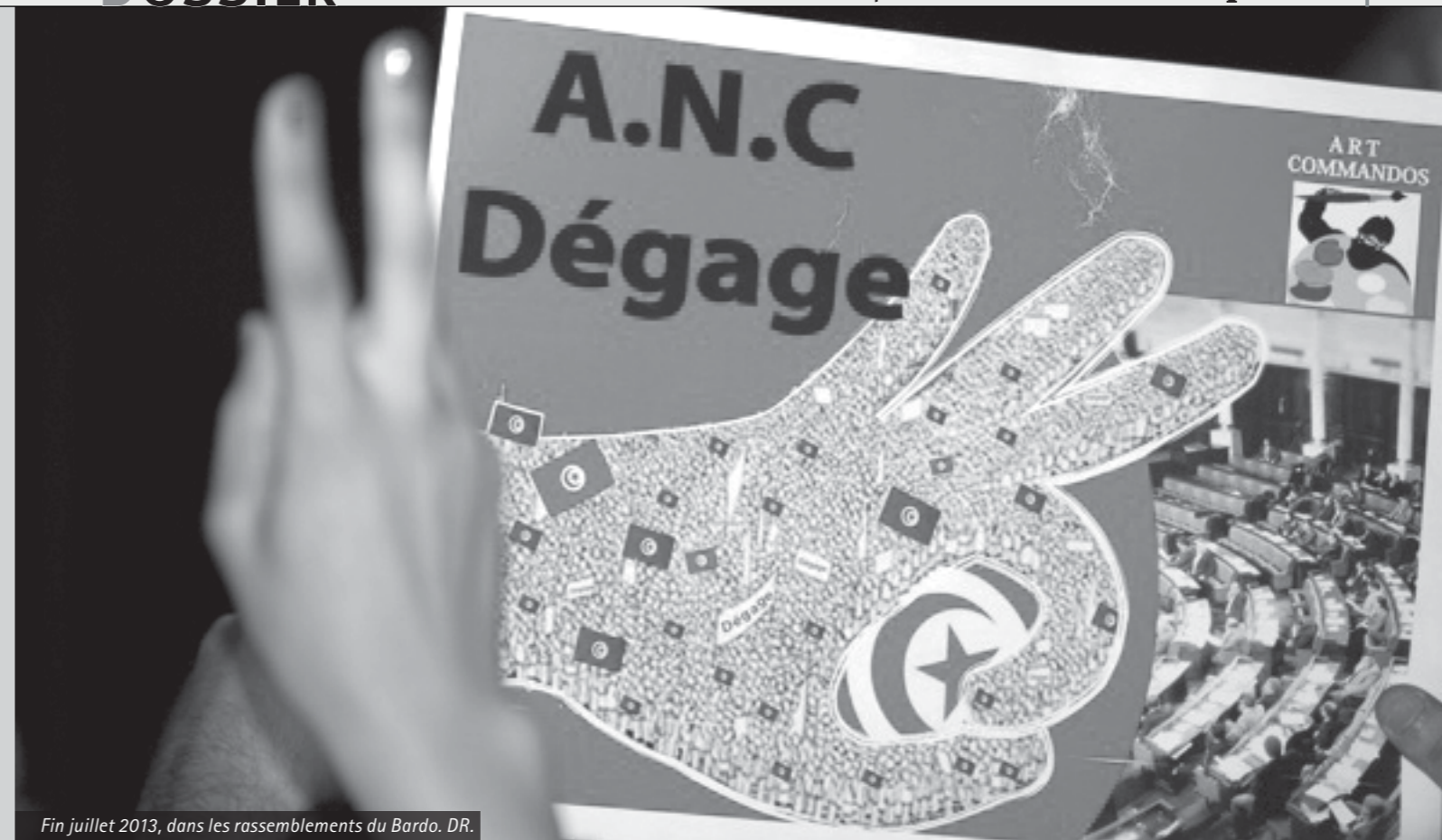
Et, ce qui est beaucoup plus discutable:

6. La création d'un «gouvernement de salut national».

L'UGTT reprenait en partie la proposition du Front populaire, mais refusait d'appeler à la dissolution de l'ANC. Elle appelait à la grève générale pour le lendemain de l'assassinat, et pour le surlendemain jour des funérailles.

En parallèle, principalement à Tunis mais aussi dans quelques gouvernorats, la population descendait dans la rue et occupait les places. A Monastir et Sfax, les militants du Front populaire et la population s'organisaient pour entrer dans les gouvernorats et dégager les gouverneurs. A Tunis, la grève générale et la manifestation étaient moins suivies que lors de l'assassinat de Chokri Belaïd. Plusieurs raisons l'expliquent: c'était le deuxième assassinat, le choc était moins fort, Mohamed Brahmi était moins connu et médiatisé que Chokri Belaïd, la manifestation se déroulait sous 40 °C et pendant le ramadan. Il y eut tout de même près de 20 000 personnes. Des groupes de manifestants se rassemblèrent ensuite sur la place du Bardo, devant l'ANC et, malgré les assauts répétés de la police pour évacuer la place, une partie d'entre eux résista. Décidé par le Front populaire, un sit-in s'installa alors dans la durée.

Le lendemain de l'assassinat, le Front populaire et l'Union pour la Tunisie décidaient la création du Front de salut national (FSN), une alliance entre la gauche et la bourgeoisie libérale sur les points mentionnés ci-dessus. Précisons que c'est le Front populaire qui en a été à l'initiative, ses propositions ayant été acceptées par l'Union pour la Tunisie. Cette décision faisait alors consensus entre les directions des différentes organisations constitutives du Front



Fin juillet 2013, dans les rassemblements du Bardo. DR.

(à l'exception du Watad révolutionnaire de Jamel Lazhard).

Mais qu'est-ce que l'Union pour la Tunisie? C'est un regroupement d'organisations dont le principal parti est Nidaa Tounes. A sa tête de trouve Béji Caïd Essebsi, ancien ministre de l'intérieur de Bourguiba, ancien président de l'assemblée nationale sous Ben Ali, qui a aussi été premier ministre du 27 février à la fin 2011. Au pouvoir à ce moment, et même après l'élection de l'Assemblée constituante, il a par moments ouvertement soutenu Ennahda. De nombreux benalistes se sont recyclés dans ce parti. Quant à son programme, nous le connaissons bien, c'est un agenda libéral qui s'inscrit dans la continuité de ce qui se fait depuis Ben Ali. Le «modernisme» affiché par Essebsi n'est qu'un vernis sur un contenu politique réactionnaire et ultralibéral. Son organisation détient des positions importantes dans l'appareil d'Etat (dans les cadres de la police, de l'administration, de l'armée). Car si le processus révolutionnaire a fait tomber les têtes des gouvernements successifs, l'appareil d'Etat est pour l'essentiel resté intact.

## LE SIT-IN DU BARDO

Certains affirmaient que la formation du Front de salut national permettait d'amplifier les luttes. Mais les mobilisations dans les régions se sont peu à

peu affaiblies. Le sit-in du Bardo, en revanche, a regroupé de jour en jour de plus en plus de manifestants. Comme il se déroulait pendant le ramadan, la plupart des gens se retrouvaient sur la place après la rupture du jeûne. Les premiers soirs, des milliers de personnes s'y rassemblaient dans une ambiance festive, sans véritable organisation. En majorité des membres de la bourgeoisie, de la petite bourgeoisie et des militants de gauche – les classes populaires étaient pratiquement absentes. La place était remplie mais la combativité n'était pas trop à l'ordre du jour. On pouvait de temps en temps y entendre des slogans, mais aussi y voir des feux d'artifice payés par Nidaa Tounes. L'objectif n'était certes pas la politisation des manifestants. A certaines occasions le sit-in a pris une grande ampleur mais le nombre de manifestants est resté fluctuant selon les jours, jusqu'à s'épuiser.

Le 30 juillet, le sit-in devenait plus important, populaire et dynamique (davantage de slogans et de pancartes). Ceci, peut-être lié à la présence de supporters de foot, faisait suite à l'embuscade du Mont Chanbi (région de Kasserine) où huit militaires issus de régions marginalisées et de quartiers populaires avaient trouvé la mort, égorgés par des militants djihadistes. La mobilisation atteignait son pic le 6 août, dans un grand rassemblement organisé à l'initiative

du Front populaire pour les six mois de l'assassinat de Chokri Belaïd. Beaucoup de monde, malgré les pressions et les menaces, notamment contre des sociétés de transport qui refusaient alors d'acheminer au Bardo les manifestants d'autres régions. A cette occasion le FSN organisait un meeting, de nombreux intervenants se succédant en haranguant la foule, mais leur discours était quasiment identique: soutien au Front de salut, chute du gouvernement et son remplacement par «un gouvernement de salut national». Sans dynamique politique et sans montée des protestations populaires, le rassemblement s'est ensuite épuisé jour après jour.

## LES DANGERS D'UNE POLITIQUE D'ALLIANCE DE CLASSES

Dès le début du sit-in, Ennahda et le gouvernement se sont dits prêts à négocier un gouvernement d'union nationale. Ennahda refusait la dissolution de l'ANC et la démission du gouvernement mais fin août, le parti islamiste infléchissait sa position et se disait prêt à accepter le principe d'un «gouvernement restreint», sans plus de précision. Dès le début, la direction de Nidaa Tounes a engagé des négociations avec Ennahda. Elle jouait ainsi sur deux tableaux,



négocié avec Ennahda et dans le même temps continuer de s'assurer le soutien de la gauche au sein du Front de salut national.

Le FSN s'est donc constitué le 26 juillet, au lendemain de l'assassinat de Mohamed Brahmi, sur trois points principaux: chute du gouvernement, dissolution de l'ANC et la formation d'un gouvernement «de salut national», «non partisan», limité dans le temps.

Face à la gravité de la crise politique et à une situation économique et sociale catastrophique, les militants du Front populaire se sont de fait retrouvés sur le terrain avec ceux de parti bourgeois, sur des revendications telles que la chute du gouvernement et la dissolution de l'ANC. Mais proposer la formation avec ces partis d'un gouvernement «de salut national», c'est tout autre chose.

Contrairement à ce que l'on peut entendre ça ou là, la mise en place d'un gouvernement «de salut national» ne rentre dans le cadre ni d'une unité d'action ponctuelle, ni d'objectifs politiques que des révolutionnaires pourraient se fixer dans le cadre d'un «front» avec la bourgeoisie. Sans compter que, même si le Front populaire est à l'initiative de la formation du Front de salut, la force la plus importante (et de loin) de ce dernier est Nidaa Tounes.

Le Front de salut national parle par ailleurs de former un «gouvernement neutre avec des personnalités intègres». On est en droit de s'interroger sur la mesure de la neutralité ou de l'intégrité... Un gouvernement ne défend-t-il pas toujours soit les intérêts du capital soit ceux

des travailleurs?

Le Front populaire s'engage ainsi sur une voie pour le moins glissante, comme l'a bien résumé Gilbert Achcar: «*Au lieu de chercher à conquérir l'hégémonie dans le mouvement de masse en se battant en premier lieu sur la question sociale, quitte à faire l'unité contre elle des partisans du néolibéralisme qui vont des intégristes aux hommes de l'ancien régime en passant par les libéraux, la gauche s'inscrit dans des alliances à courte vue avec des pans de l'ancien régime (...) La gauche tunisienne aujourd'hui à la tête de l'UGTT, plutôt que de lancer la centrale dans la bataille politique avec pour horizon un gouvernement des travailleurs, semble s'orienter vers des alliances contre-nature entre ses groupements politiques organisés dans le Front populaire, d'une part, et les libéraux et les restes de l'ancien régime, de l'autre.*»<sup>3</sup>

#### UNE POLITIQUE CONTESTÉE

La direction de l'UGTT a en effet relancé le dialogue national (qui avait été coupé après l'assassinat de Mohamed Brahmi) avec le gouvernement. Le 17 septembre, le «quartet» constitué par l'UGTT, l'UTICA (le syndicat patronal), l'Ordre des avocats et la Ligue tunisienne des droits de l'Homme présentait une «feuille de route», demandant aux partis du gouvernement et de l'opposition de se réunir pour un «dialogue national» et prévoyant notamment la formation d'un gouvernement de «technocrates», la constitution d'une commission électorale et la fixation de la date des prochaines élections. Le 20 septembre, le gouvernement acceptait la feuille de route, mais depuis, il tergiverse et cherche à gagner du temps.

Le porte-parole du Front populaire, Hama Hammami, a quelques jours plus tard indiqué que le Front de salut national était prêt à signer la feuille de route du quartet, une fois celle-ci acceptée complètement par le mouvement Ennahda: «*la troïka doit signer la feuille de route pour commencer immédiatement l'exécution de ses différents points.*» Même s'il y a urgence à faire chuter le gouvernement dominé par Ennahda, cette politique, au «mieux», ne pourrait mener qu'à l'arrivée au pouvoir d'une bourgeoisie tout aussi désireuse de mettre un coup d'arrêt au processus révolutionnaire, mais cette fois cautionnée par la gauche.

Mais justement, en Tunisie, ce processus révolutionnaire est profond et continue malgré tout. Et la politique de la direction de l'UGTT est très contestée par une partie de ses militants de base. Une direction «qui s'occupe plus de politique que des problèmes concrets que vivent les travailleurs», ont pu me confier des membres du bureau d'un syndicat de base de l'UGTT. Cette orientation est également contestée par certains dirigeants intermédiaires et nationaux.

Chez les militants de base du Front populaire, le Front de salut national est de plus en plus critiqué. Mais comme jusqu'à présent, l'ensemble des directions des partis du Front populaire cautionnaient cette politique, les critiques ne se faisait publiquement entendre que difficilement.

Fin septembre, le congrès de la Ligue de la gauche ouvrière a décidé de sortir du Front de salut national, la grande majorité des congressistes en ayant fait un bilan négatif. L'objectif qui a été affirmé est de mener une politique plus offensive vis à vis du Front populaire pour tenter de le radicaliser. □

<sup>1</sup> Ennahda (Mouvement de la renaissance), le parti des Frères musulmans, est flanqué au gouvernement de deux petites formations «laïques», le Forum démocratique pour le travail et les libertés, dit Ettakatol, membre de l'Internationale socialiste, et le Congrès pour la République. Ali Larayedh (Ennahda) dirige le gouvernement en tant que premier ministre, tandis que Moncef Marzouki (CPR) et Mustapha Ben Jaafar (Ettakatol) occupent les présidences, respectivement, de la République et de l'assemblée constituante.

<sup>2</sup> Wafa Guiga, «Tunisie: un processus douloureux mais toujours en marche», *Tout est à nous!* Hebdo, n° 173 du 6 décembre 2012.

<sup>3</sup> Gilbert Achcar, «Poursuite et difficultés des processus révolutionnaires au Maghreb et Machrek», *Tout est à nous!* Hebdo, n° 206 du 31 juillet 2013.

## ISRAËL-PALESTINE

# OSLO, 20 ANS APRÈS : LE PROCESSUS DE PAIX QUI N'A JAMAIS EXISTÉ

PAR JULIEN SALINGUE (AVEC YANN CÉZARD)



«Halte aux agressions contra Gaza», le 24 novembre 2012 à Paris. Phototèque rouge/Milo.

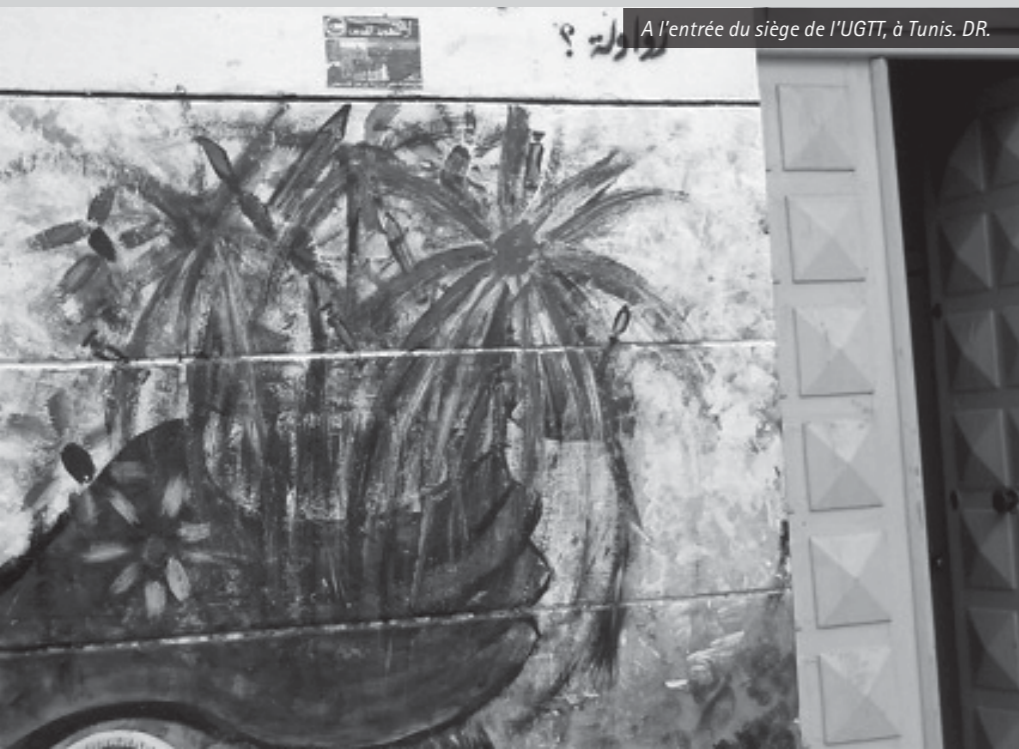
#### UNE «RECONNAISSANCE MUTUELLE»?

Les «lettres de reconnaissance mutuelle» palestinienne et israélienne, signées en septembre 1993 par Yasser Arafat et Yitzhak Rabin, donnent déjà un premier indice quant à la réalité des rapports de forces et des «sacrifices» des deux parties. Le leader palestinien affirme ainsi, entre autres, que l'OLP «reconnait le droit de l'Etat d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité», «accepte les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité [de l'ONU]», «déclare que toute les questions [...] seront résolues par la négociation», «renonce à recourir au terrorisme et à tout autre acte de violence» et «affirme que les articles et points de la Charte palestinienne qui nient le droit d'Israël à exister, ainsi que les points de la Charte qui sont en contradiction avec les engagements de cette lettre sont désormais inopérants et non valides». Engagements auxquels le premier ministre israélien répond ce qui suit: «En

*Le 13 septembre 1993, Yasser Arafat et Yitzhak Rabin se serraient la main sur la pelouse de la Maison Blanche. L'événement était largement salué comme le symbole d'une nouvelle ère : le « conflit israélo-palestinien » allait prendre fin, et deux Etats allaient bientôt coexister. Vingt ans après, chacun constate que les « promesses » n'ont pas été tenues et que la paix semble plus lointaine que jamais.*

*réponse à votre lettre du 9 septembre 1993, je souhaite vous confirmer qu'à la lumière des engagements de l'OLP qui y figurent, le gouvernement d'Israël a décidé de reconnaître l'OLP comme le représentant du peuple palestinien et de commencer des négociations avec l'OLP dans le cadre du processus de paix au Proche-Orient». Ni plus, ni moins. Le gouvernement israélien reconnaît certes, formellement, l'existence d'un peuple palestinien et le fait que l'OLP est son représentant. On est donc bien loin des propos de Golda Meir lorsqu'elle affirmait, à la fin des années 1960, que les Palestiniens «n'existaient pas» ou de la tentative de destruction totale de l'OLP menée au Liban au début des années 1980. Mais, contrairement à l'OLP qui reconnaît la légitimité de l'État d'Israël, accepte les résolutions de l'ONU et s'engage à renoncer à la lutte armée*

A l'entrée du siège de l'UGTT, à Tunis. DR.



pour régler l'ensemble des questions, le général Yitzhak Rabin se contente de reconnaître l'OLP, sans affirmer que les Palestiniens auraient de quelconques «droits», et de s'engager à «commencer des négociations», sans plus.

#### DES «FAISEURS DE PAIX»?

Côté israélien, Rabin n'a donc rien d'un «faiseur de paix» désireux réellement de troquer la «sécurité d'Israël» contre la reconnaissance complète des droits nationaux palestiniens.

Côté palestinien, les Accords d'Oslo ont été imposés par la direction Arafat au Mouvement national et au peuple palestiniens, et la «paix des braves» décrétée par le vieux leader de l'OLP n'a guère fait l'objet de discussions démocratiques dans le camp palestinien. Les instances décisionnelles de l'OLP et du Fatah ont été largement contournées. Le processus de négociations «secrètes», supervisé par Mahmoud Abbas, était ainsi connu d'à peine une demi-douzaine de personnalités palestiniennes, résidant toutes à l'extérieur des territoires palestiniens, et n'a fait l'objet d'aucune discussion dans les instances de l'OLP ou du Fatah. La consultation des instances officielles se fera *a posteriori*, et la direction Arafat n'y obtiendra qu'une majorité relative, grâce notamment à de nombreuses abstentions et au boycott des réunions par certaines figures et organisations du Mouvement national.

#### UN «PROCESSUS DE PAIX»?

On a pu lire, et on peut encore lire aujourd'hui, que les Accords d'Oslo auraient exprimé la volonté de l'OLP et des autorités israéliennes d'aller vers une solution «à deux Etats» fondée sur le principe «la paix contre la terre».

Deux Etats? Interviewé le 12 septembre 1993 sur CNN, Rabin est on ne peut plus clair:

Journaliste: «Arafat affirme que l'accord est la première étape vers un Etat palestinien et que son drapeau flottera bientôt sur Jérusalem...»

Rabin: «C'est exactement le contraire. Il s'agit d'un accord intérimaire qui permettra aux Palestiniens de gérer leurs affaires propres [...]. Mais nous maintiendrons la sécurité des implantations [colonies], nous aurons le contrôle de la sécurité des Israéliens circulant dans les territoires [occupés] et tout le dispositif de sécurité extérieure, le long du Jourdain, dans la vallée du

Jourdain et au sud de la bande de Gaza».

Les choses ont-elles évolué au fur et à mesure que le «processus de paix» avançait? Éléments de réponse avec l'une des dernières interventions de Rabin à la Knesset, en date du 5 octobre 1995, soit un mois avant son assassinat:

«Nous envisageons une solution permanente avec un Etat d'Israël qui inclura la plus grande partie de la terre d'Israël de l'époque du Mandat britannique, et à ses côtés une entité palestinienne qui sera un foyer pour la plupart des résidents palestiniens vivant dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Nous voulons que cette entité soit moins qu'un Etat, et qu'elle gère, de manière indépendante, la vie des Palestiniens sous sa responsabilité. Les frontières de l'Etat d'Israël, avec la solution permanente, seront au-delà des lignes qui existaient avant la guerre des Six jours. Nous ne retournerons pas aux lignes de 1967». Et Rabin de préciser que Jérusalem demeurera la capitale «une et indivisible» de l'Etat d'Israël, que ce dernier conservera le contrôle sur la vallée du Jourdain, que les blocs de colonies seront annexés et que d'autres blocs seront établis. Il n'a jamais été question pour l'Etat d'Israël, y compris pour Rabin, de renoncer à son contrôle sur la grande majorité des territoires occupés, ni de tolérer l'existence d'un Etat palestinien.

Mais qu'ont signifié, dès lors, ces accords et la création de l'Autorité palestinienne (AP), en charge de l'administration des territoires évacués par l'armée israélienne?

#### L'AUTORITÉ PALESTINIENNE, UN FUTUR ETAT?

La principale création des Accords d'Oslo, l'AP, est en réalité une structure semi-étatique, dotée d'institutions et organes divers (gouvernement, parlement, ministères, forces de police, etc.), dont la tâche première est de «gouverner» les territoires progressivement évacués par l'armée israélienne et de fournir des services (justice, santé, éducation, etc.) à l'ensemble des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

Loin d'être ne serait-ce que l'embryon d'un «futur Etat», l'AP est dépossédée de deux attributs fondamentaux d'un Etat: le droit de se doter d'organes diplomatiques et donc d'avoir une politique étrangère, et celui d'avoir une armée. Surtout, elle ne bénéficie d'aucune souveraineté territoriale réelle, dans la mesure où les «zones» qui lui sont confiées sont morcelées et séparées les unes des autres par d'autres «zones» sous contrôle exclusif de l'armée israélienne,

et qu'elle ne dispose d'aucune frontière avec un autre Etat.

La logique d'Oslo n'est pas celle d'un retrait israélien des territoires occupés «rendus» à un Etat palestinien, mais celle d'un «redéploiement»<sup>2</sup> de l'armée israélienne en Cisjordanie et à Gaza, qui confie progressivement des zones à l'AP sans pour autant renoncer à son contrôle sur les territoires palestiniens dans leur ensemble. A partir de 1995 et des Accords dits «de Taba», ou «Oslo II», il est même précisé que «les redéploiements seront progressivement mis en œuvre en fonction de la prise en charge de l'ordre public et de la sécurité intérieure par la police palestinienne»<sup>3</sup>, ce qui indique clairement que l'avenir et le déroulement du «processus de paix», et notamment de la «restitution» des terres aux Palestiniens, sont conditionnés à la capacité de la direction Arafat à faire régner l'ordre dans les zones évacuées par l'armée israélienne. Il n'est dès lors guère surprenant de relever que plus de 40 % des salariés de l'AP sont employés dans les divers services de sécurité (soit, en septembre 2000, plus de 50 000 personnes), avec un taux d'encadrement de la population inédit, y compris dans l'Egypte voisine, alors sous la coupe du régime Moubarak (voir tableau ci-contre). Le principal rôle dévolu à l'AP n'est pas la construction d'un Etat mais le développement d'un appareil sécuritaire hypertrophié, chargé de maintenir le calme dans les zones palestiniennes progressivement évacuées.

#### LE BÂTON... ET LA CAROTTE

Si la promesse (fantasmée) d'un Etat indépendant est l'une des raisons qui expliquent pourquoi la direction Arafat a accepté de se compromettre dans la construction d'un appareil sécuritaire appelé à se substituer à l'armée israélienne dans les zones évacuées, et pourquoi une partie significative de la population a toléré de tels développements, la dimension financière du «processus de paix» est elle aussi un facteur déterminant. Durant les années 1994-2000, le volume des aides attribuées à l'AP oscille en moyenne autour de 500 millions de dollars par an<sup>4</sup>, avant de doubler à partir de 2001<sup>5</sup>, ce qui place les Palestiniens dans le peloton de tête mondial des bénéficiaires d'aide internationale. Ces financements ont eu deux principales fonctions: le développement de l'appareil d'Etat, donc du poids économique de l'AP, et la corruption de la direction palestinienne.

Au-delà des détournements d'argent, nombre de dirigeants de l'appareil mettent

en place, grâce aux aides internationales, des structures économiques leur assurant des sources personnelles de revenus et l'entretien de réseaux de clientèle. Ils vont jusqu'à créer des holdings publiques et semi-publiques, et des sociétés bénéficiant d'un monopole sur les importations de diverses marchandises, y compris sur une grande partie des biens de première nécessité, ce qui leur assure un pouvoir démesuré et une rente perpétuelle.

Ces financements servent aussi au développement du simili-appareil d'Etat, dont la rapide expansion place l'AP au centre de la vie économique. Dès 1996, l'AP emploie environ 20 % des salariés palestiniens (15 % en Cisjordanie et près de 30 % à Gaza). Les salaires versés aux employés du secteur public occupent, au milieu des années 1990, une place équivalente à celle des revenus des travailleurs palestiniens en Israël dans la période antérieure à 1992, dont le nombre a dans le même temps considérablement baissé. L'appareil d'Etat n'est donc pas seulement un moyen de capter des ressources conséquentes venues de l'étranger, mais il est également un instrument entre les

essentielles pour une éventuelle «paix», qu'il s'agisse du tracé des frontières, du statut de Jérusalem et des colonies, ou d'une solution pour les réfugiés.

L'architecture d'Oslo permet en réalité aux autorités israéliennes de résoudre le paradoxe auquel elles étaient confrontées depuis la guerre de juin 1967, au terme de laquelle l'Etat d'Israël occupe l'ensemble de la Palestine théoriquement partagée en 1947-1948. La guerre de 1967, si elle est la seconde étape de la prise de contrôle de la Palestine par Israël et si elle se solde par une victoire militaire plus rapide et plus facile qu'en 1947-1949, n'est pas un succès total pour Israël: la majorité des Palestiniens ne sont pas partis. Le succès militaire crée donc une difficulté politique: Israël abrite désormais en son sein les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, qui s'ajoutent aux Palestiniens de 1948. La prétention de l'Etat d'Israël à être simultanément un «Etat juif» et un «Etat démocratique» est donc sérieusement menacée.

C'est pour répondre à cette contradiction qu'un général travailliste, Ygal Allon, présente au premier ministre Levi Eshkol,

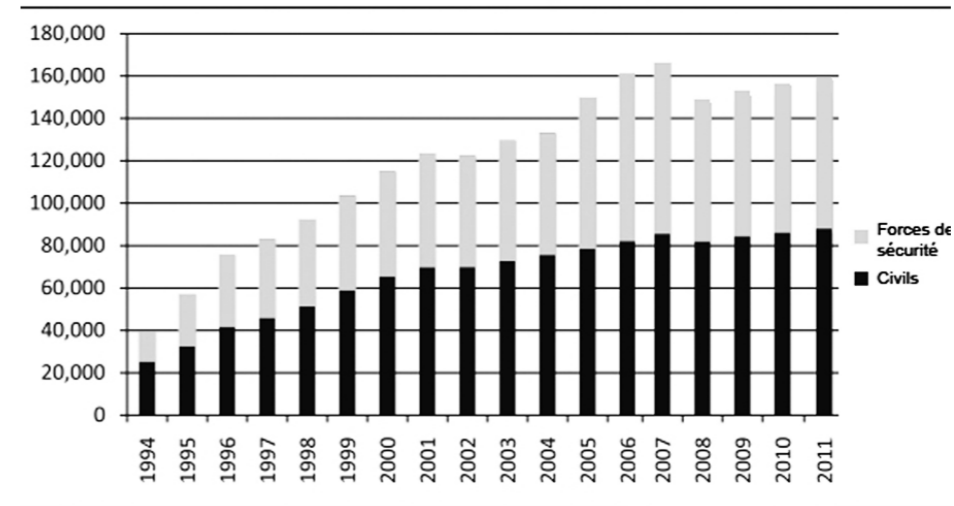
maintenant son emprise sur l'essentiel de la Palestine. Même si le Plan Allon n'est pas officiellement adopté par l'Etat d'Israël, c'est lui qui guidera sa politique à partir de 1967: la disposition des colonies, le tracé des routes réservées aux colons et la fragmentation de la Cisjordanie sont en effet la mise en application concrète des vues d'Allon.

Les Accords d'Oslo ne sont en réalité qu'une adaptation du projet sioniste aux réalités du terrain: l'Intifada de 1987 a exposé au grand jour la situation faite aux Palestiniens des territoires occupés, contribuant à délégitimer l'Etat d'Israël et menaçant de déstabiliser le Moyen-Orient. Le «Nouvel ordre mondial» que George Bush Senior souhaite alors instaurer passe nécessairement par une pacification (même provisoire) de la région et donc par un accord israélo-palestinien. Les Israéliens les plus pragmatiques acceptent de «négocier», en réalité d'imposer à la direction de l'OLP des accords essentiellement économiques et sécuritaires, qui ne sont en dernière analyse, avec notamment la division de la Cisjordanie en «zones» à statuts divers, qu'une actualisation du plan Allon.

En 1992-1993, la direction de l'OLP, exilée à Tunis, affaiblie après avoir perdu en 1982-1983 son fief libanais, isolée diplomatiquement après son soutien à Saddam Hussein lors de l'invasion du Koweït, victime d'une véritable hémorragie financière, menacée par le développement d'une concurrence au sein des territoires palestiniens, notamment du côté des factions islamiques, accepte de se prêter à ce jeu. Pour Rabin et Pérès, cette OLP-Tunis a le triple mérite d'être suffisamment affaiblie pour accepter des accords aussi défavorables à la partie palestinienne, d'avoir la légitimité suffisante dans les territoires occupés pour les faire accepter à la population, et de disposer de l'appareil bureaucratique-militaire nécessaire à leur mise en œuvre.

Sans porter ici de jugement sur les intentions ou les illusions des acteurs palestiniens, il apparaît que le «processus de paix» consistait en une réorganisation du dispositif d'occupation des territoires palestiniens, anticipée de longue date par une partie de l'establishment israélien, et que la direction Arafat, loin de s'engager dans un processus qui lui aurait permis d'aboutir à une satisfaction des droits nationaux des Palestiniens, s'est retrouvée de facto cooptée par l'occupant en construisant et dirigeant un organe structurellement intégrée à l'architecture de l'occupation.

Nombre de salariés de l'AP (1994-2011)



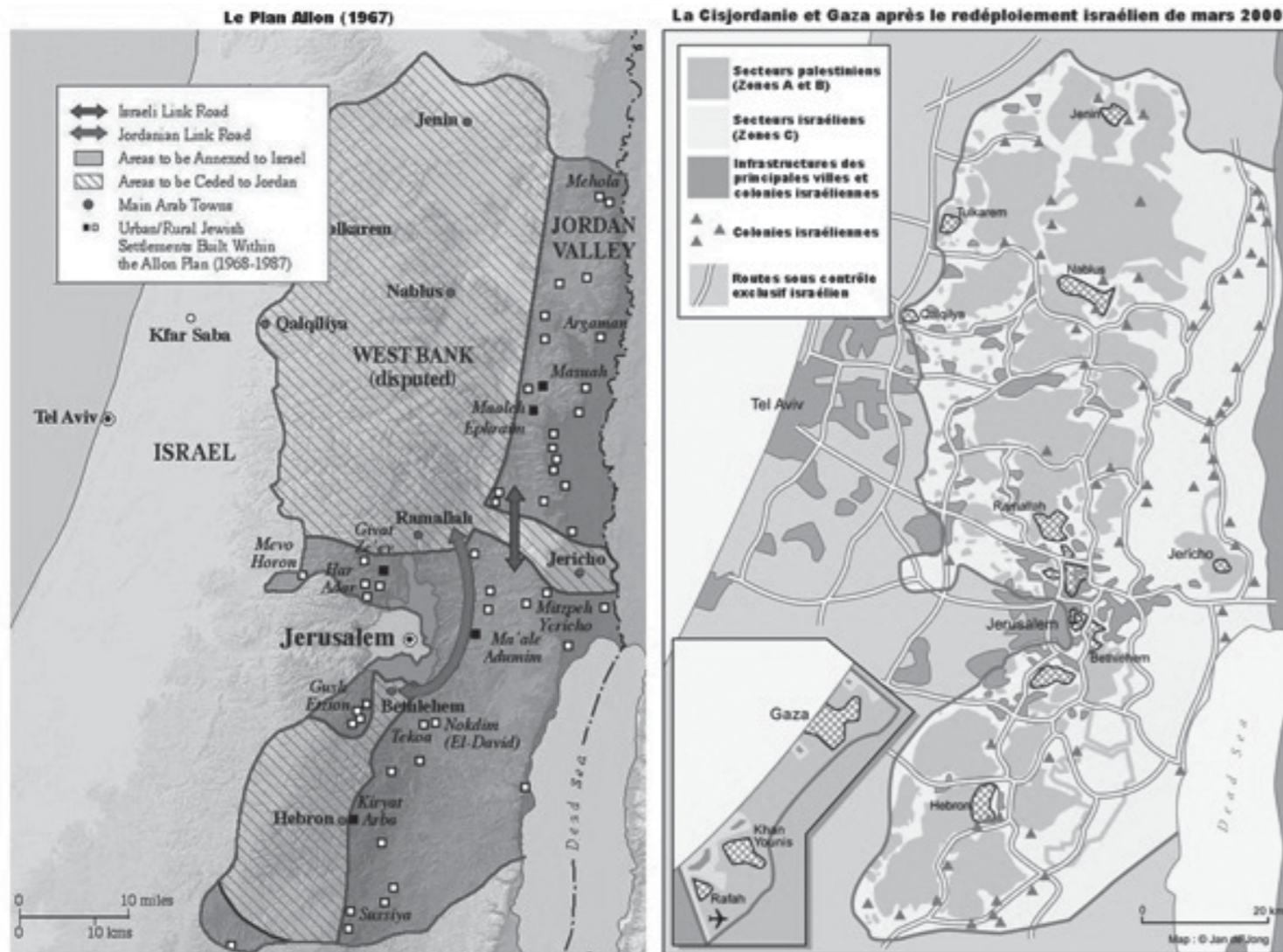
D'après les chiffres de la Banque Mondiale et du Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS)

main de la direction de l'AP pour la «légitimation par le salaire» du «processus de paix».

#### L'OCCUPATION PAR D'AUTRES MOYENS

Parallèlement au développement de l'AP comme appareil sécuritaire corrompu, les Palestiniens constatent au fil des ans une absence totale de «progrès» sur les plans politique et territorial, la poursuite de la colonisation et de l'occupation, les reports incessants et le caractère très limité des redéploiements israéliens. Sont reportées surtout à d'hypothétiques «négociations sur le statut final» les questions vraiment

dès juillet 1967, une solution alternative à l'expulsion, qui compromettrait le soutien international dont jouit l'Etat d'Israël. La philosophie du «Plan Allon» est la suivante: renoncer à la souveraineté sur les zones palestiniennes les plus densément peuplées tout en conservant le contrôle sur la vallée du Jourdain, les rives de la Mer Morte et Jérusalem, dont les limites municipales devraient être étendues. Une entité palestinienne constituée de cantons isolés serait ainsi établie, avec des attributs de souveraineté limités, tandis qu'Israël pourrait se décharger de l'administration directe de ces zones tout en



### L'ÉPUISEMENT DES ILLUSIONS D'OSLO

Mais le soulèvement palestinien de septembre 2000 («deuxième Intifada»), motivé par la poursuite de l'occupation et de la répression et par la fin des illusions relatives au «processus de paix», a montré l'insoumission de la population palestinienne de Gaza et de Cisjordanie, sa volonté maintenue de lutter pour l'obtention de ses droits nationaux, et a déjoué le calcul israélien.

Une partie de la direction de l'AP, notamment les proches d'Arafat, a alors favorisé un soulèvement rapidement militarisé sur lequel ils ont tenté de s'appuyer en espérant négocier dans un rapport de forces plus favorable avec l'Etat d'Israël. Ce dernier a rapidement rappelé les règles du jeu en s'en prenant directement à l'appareil de l'AP, en sapant ses infrastructures et en isolant, physiquement et politiquement, Yasser Arafat, tout en se déclarant, dès 2003, disposé à discuter avec des dirigeants palestiniens hostiles au soulèvement comme Mahmoud Abbas.

Malgré quelques «réformes» à l'œuvre dans l'AP depuis 2003, celle-ci demeure profondément discréditée. En témoigne, en janvier 2006, la victoire, lors des élections législatives, du Hamas, dont le succès est l'expression déformée du refus d'une majorité de Palestiniens de renoncer à résister à l'occupation israélienne et de confier son sort à une minorité considérée comme corrompue et capitulaire. Discrédit encore confirmé par le scrutin municipal d'octobre 2012, avec une faible participation (à peine 50 %, contre 73 % lors du précédent scrutin) et la défaite des candidats soutenus par la direction Abbas (malgré l'absence du Hamas).

L'idée même d'une structure politico-administrative palestinienne a fait long feu, et celle-ci ne se maintient que parce qu'elle joue un rôle essentiel de redistributeur des aides internationales et de premier employeur des territoires occupés. Dans cette crise historique du Mouvement national palestinien, le Hamas n'est d'ailleurs pas non plus épargné qui, en ayant accepté de participer aux élections de

2006 et en gérant, de facto, la bande de Gaza, est confronté à des difficultés similaires à celles rencontrées par la direction Arafat durant les années 1990, et est de plus en plus sommé par sa base de choisir entre «gouverner» et «résister».

Ces contradictions ne manqueront pas de s'approfondir et d'accélérer le débat du Mouvement national et du projet politique et stratégique palestiniens. □

1 « Prime Minister Yitzhak Rabin : Ratification of the Israel-Palestinian Interim Agreement », 5 octobre 1995, disponible sur le site du Ministère des Affaires étrangères israélien : <http://mfa.gov.il/MFA/MFA-Archive/1990-1995/Pages/PM%20Rabin%20in%20Knesset-%20Ratification%20of%20Interim%20Agree.aspx>

2 Le terme « retrait » ne figure dans aucun texte des Accords d'Oslo, à part pour les deux premières zones évacuées, à savoir les deux tiers de la bande de Gaza et la ville de Jéricho.

3 Accords de Taba, Chapitre II, article X, 2.

4 Rex Brynen, « A Very Political Economy, Peacebuilding and Foreign Aid in the West Bank and Gaza », Washington DC, United States Institute of Peace Press, 2000, p. 113 et sq.

5 Anne Lemore, « Killing with kindness : funding the demise of a Palestinian state », International Affairs, vol. 81, n°5, octobre 2005, p. 981-999.

## ODYSSÉES PARACHUTISTES

PAR HENRI CLÉMENT

**L'**art français de la guerre, prix Goncourt 2011, est un ouvrage volumineux qui peut rebuter au premier abord. L'auteur a fait le pari de faire tenir dans ses quelques centaines de pages une vaste chronique des principales guerres françaises – de la Résistance à la première guerre d'Irak, en passant par l'Algérie et l'Indochine – et de leurs répercussions sur notre imaginaire.

### PINCEAUX ET FUSILS

L'ensemble de l'ouvrage s'articule autour de deux points de vue : celui du narrateur, qui se révèle tout d'abord rébarbatif, tout occupé à maquiller des arrêts maladie pour se complaire dans son désœuvrement. Oisif, l'homme traîne dans les cafés, espérant parvenir à écrire et souhaitant par-dessus tout peindre. C'est dans un bistrot qu'il fait la connaissance de Victorien Salagnon, le second personnage, jeune résistant devenu parachutiste qui a traîné son barda dans les enfers indochinois et algérien. Le premier mettra en forme les mémoires du second, qui lui apprendra en retour à maîtriser l'art du pinceau.

L'une des véritables réussites de l'auteur tient dans la continuité qu'il met en scène, grâce au parcours de Salagnon, entre les combats de la Résistance et de la Libération, et les deux guerres qui vont suivre. Les longues parties qui constituent la biographie du parachutiste sont véritablement captivantes.

Il y a de très belles pages sur les opérations dans la jungle d'Indochine, ou sur les logiques implacables de la collecte de renseignements à Alger – pages reliées les unes aux autres par le fil rouge, discret, de *l'Odyssée*, qui est devenue la passion de l'oncle de Salagnon. Celui-ci s'est mis en tête de l'apprendre par cœur et traîne son volume partout avec lui. Ainsi, à travers un subtil jeu d'échos et de références, entre écriture et peinture, entre Homère et Sun-Tzu – deux monuments de la littérature mondiale dont les œuvres sont remplies du fracas des batailles –, l'auteur parvient à donner une véritable densité à son récit.

Au-delà de la chronique des guerres coloniales, Alexis Jenni s'efforce d'appréhender la situation contemporaine. Ses tentatives, lors des intermèdes consacrés au narrateur, de tracer des parallèles entre ces guerres coloniales et la montée de l'extrême droite sont, quoique pour certaines malhabiles, plutôt bien senties. Le compagnon d'armes de Salagnon, à la retraite comme lui, campe un militant d'extrême droite fort convaincant. A la tête de son groupe local, les GAFFES, il a fortifié un appartement et s'occupe, dans l'ombre d'une municipalité, des aspects techniques de la reprise en main des fameuses « zones de non-droit ».

### FICTION ET POLITIQUE

Ce gros roman est donc un très beau travail littéraire. Le lecteur, a fortiori

disposant de références politiques, en ressortira toutefois avec une impression étrange. En effet, certains développements du narrateur sont consacrés à la question de la gauche, prise dans son sens général. Par moment, on sent poindre une critique des idées de gauche, quelque chose qui ressemblerait à une forme de

« vallsisme » avant l'heure. Le narrateur insiste pourtant fortement sur l'illusion et l'absence de matérialité des concepts liés à la race. Il ajoute même qu'au fond, ce sont bien des questions sociales qui sont en jeu. Pour autant, il tente de nous englober dans certains développements très hasardeux – au cours desquels, par exemple, il résume la politique de gauche comme un refus de participer. Ce faisant, l'auteur fait disparaître tout un pan de la gauche qui ne s'est pas abstenu face aux aventures coloniales mais a pris position, s'est engagé, dans certains cas a combattu. Les militantEs révolutionnaires y ont pris leur part, avec d'autres, avec l'espoir de faire changer la société.

Quelques ouvrages récents sont d'ailleurs l'occasion de faire le point sur ces

*L'art français de la guerre*, Alexis Jenni, Folio, Gallimard, 2013, 784 pages, 9,60 euros.



aspects, tels que *Le mur*, *le Kabyle et le marin*, de Varenne, ou encore, *Dans la nuit*, *la liberté nous écoute*, de Le Roy!

Mais une fois qu'il a décrit ces questions, qu'il y a réfléchi, le narrateur retourne à son oisiveté, certes mieux mise à profit au terme de ces 700 pages : Salagnon lui a appris à peindre et il a enfin trouvé l'amour. On ne peut s'empêcher d'être surpris, en conclusion, par la désinvolture de cet homme qui, après de brillants raisonnements et des parallèles appuyés entre guerres coloniales d'hier et maintien de l'ordre d'aujourd'hui, se retire auprès de son amante en laissant la totalité du champ libre à l'extrême-droite ! □

1 Voir *Tout est à nous ! La Revue*, n° 27, décembre 2011



# CHILI: « APPRENDRE DU PASSÉ EST LA CLEF DE NOS PRÉSENTS ET LA CONDITION DE NOS FUTURS »

PAR HENRI WILNO

*Les enseignements de l'Unité populaire ne se réduisent pas à l'échec du réformisme mais englobent toutes les expériences du mouvement populaire durant ces « mille jours qui ébranlèrent le monde. »*

En 1967, le cinéaste italien Marco Bellocchio réalisait un film intitulé *La Chine est proche*. La proximité ou non de la Chine maoïste regardait avant tout les laudateurs passés ou présents du « Grand timonier ». Mais une chose est sûre : le Chili de l'Unité populaire a été et reste proche de tous ceux qui aspirent à remettre en cause l'ordre du capital. Il ne s'agit pas seulement de mémoire (même si les militants et plus largement l'ensemble des travailleurs chiliens le méritent), mais d'une expérience riche d'enseignements.

Comme l'écrit Franck Gaudichaud : « Si l'Unité populaire continue à nous interpeller, c'est qu'elle raconte les difficultés d'un changement radical de société et d'une démocratisation pleine et entière à tous les niveaux, qui puissent réconcilier émancipation et représentation, participation démocratique et appropriation sociale [...] Ceci sans nous faire oublier que, dans un tel moment de polarisation, une élite menacée dans ses intérêts fondamentaux est capable de s'appuyer sur le terrorisme d'Etat et l'interventionnisme de puissances

étrangères pour rétablir ses privilèges ».

Les deux ouvrages de Franck Gaudichaud fournissent une analyse minutieuse du mouvement social et de la « révolution par en bas », à partir des écrits mais aussi d'entretiens avec des acteurs directs. Joan Garcès, conseiller de Salvador Allende, opposait la « voie politique au socialisme » à la « voie insurrectionnelle » : il s'agissait, à partir d'une victoire électorale, d'enclencher une transition progressive et pacifique au socialisme. Dans ce cadre était recherchée une alliance avec la « bourgeoisie nationale » (alors que la bourgeoisie chilienne est en fait étroitement imbriquée avec le capital étranger).

Par ailleurs, était postulée une sorte d'exceptionnalité de l'Etat et de l'armée du Chili par rapport à leurs homologues latino-américains : l'Etat pourrait être un instrument de la construction du socialisme et l'armée serait animée d'un respect inébranlable du suffrage universel.

## GOVERNEMENT DU PEUPLE ET POUVOIR POPULAIRE

Bien qu'ayant accédé à la présidence, l'Unité populaire était minoritaire au parlement. Cependant, durant la première année des transformations importantes ont eu lieu : nationalisations de secteurs stratégiques (cuivre, télécommunications et banques), accompagnées de mesures sociales. La situation des couches populaires s'est améliorée et la croissance accélérée.

Dans le même temps se construisait la mobilisation populaire ; dans cette

première période, son aspect essentiel était le soutien au gouvernement. Avec Allende, le PC chilien était le plus attaché au maintien de l'orientation de conciliation avec la « bourgeoisie nationale » et la démocratie-chrétienne ; il était pour lui hors de question que le pouvoir populaire en gestation se donne une perspective autre que d'appuyer le « gouvernement du peuple ». Le Parti socialiste, où les courants de gauche étaient importants, critiquait la politique gouvernementale, mais sans aller jusqu'à élaborer un projet alternatif conséquent. Seul le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) insistait sur le caractère inéluctable de l'affrontement avec l'Etat bourgeois.

L'Unité populaire a représenté des aspirations à un changement radical et son accession au pouvoir a favorisé l'élargissement des mobilisations, mais les directions de ses deux partis dominants concevaient fondamentalement l'auto-organisation comme un instrument au service du gouvernement. Ce sont les militants du MIR qui, tout en participant au mouvement réel, ont insisté de la façon la plus conséquente sur la construction d'organes de pouvoir intégrant la totalité des travailleurs et des couches populaires. La situation s'est transformée à partir d'octobre 1972 et de la grève des camionneurs, droite et patronat combinant désormais boycott économique, affrontements de rue, attentats et blocage parlementaire. Le gouvernement se reposait sur l'appareil d'Etat, l'armée et la CUT (Centrale unique des travailleurs) pour

maitriser la situation. S'il en appelait à la mobilisation populaire dans les moments cruciaux, il faisait tout pour qu'elle rentre ensuite dans son lit.

## CORDONS INDUSTRIELS ET COMMANDOS COMMUNAUX

Cependant, travailleurs et pobladores ont renforcé leur auto-organisation avec l'occupation d'usines (dont la nationalisation n'était pas prévue) et la formation des « cordons industriels » (coordination d'entreprises) et « commandos communaux » (à base locale). Les premiers objectifs de ces organismes étaient de poursuivre la production en faisant fonctionner les entreprises sans leurs propriétaires et d'assurer le ravitaillement direct des quartiers populaires. La volonté de défendre le gouvernement restait essentielle, mais la mobilisation se dotait de bases propres, en termes d'organisation comme de revendications (avec notamment le refus de la rétrocession aux secteurs privé d'entreprises occupées).

Dans ce processus s'est effectuée une jonction entre les militants de la gauche de l'Unité populaire (PS et MAPU) et ceux du MIR. Les documents publiés dans *¡Venceremos!* montrent aussi la participation de travailleurs démocrates-chrétiens aux comités créés dans leur entreprise. Cordons et commandos se créaient souvent au départ sur la base de lacunes concrètement ressenties par les travailleurs : comme le disait en août 1973 un militant socialiste, dans un forum organisé par le journal *Chile Hoy* : « Quand les cordons se forment, ils ne

se déclarent pas organismes de pouvoir ».

Franck Gaudichaud aborde un problème crucial : quelle était la réalité des structures d'auto-organisation et notamment de leur principale incarnation, les cordons industriels ? Il souligne que les responsables avaient parfois tendance à confondre le nombre de travailleurs d'une zone industrielle avec la capacité de mobilisation réelle de ces structures. En fait, les cordons ont connu des hauts et des bas en 1972 et 1973. De plus, bien qu'existant du nord au sud du pays, leur réalité différait ; c'est surtout autour de la capitale qu'ils apparaissaient comme des organes de pouvoir populaire.

Le problème du ravitaillement a favorisé le développement des commandos communaux, le MIR insistant tout particulièrement sur leur importance et leurs potentialités comme « organes embryonnaires d'un pouvoir alternatif » destinés à fédérer les différents secteurs populaires. L'auteur souligne que les cordons avaient une réalité bien supérieure aux commandos mais que le PC et, paradoxalement, le MIR se sont opposés (pour des raisons différentes) à leur coordination. Il explique que le débat entre la gauche du PS (soutenant la priorité aux cordons) et le MIR (priorité aux commandos) renvoyait aussi à l'enracinement différent de ces deux courants : prolétariat industriel pour le PS, semi-prolétariat urbain et « pauvres des villes » pour le MIR. Franck Gaudichaud note par ailleurs, surtout chez les dirigeants de la gauche du PS, une propension au lyrisme

révolutionnaire sans impulsion ni préparation concrète de l'affrontement.

## ENTRE MOBILISATION DE MASSE ET SUIVISME CRITIQUE

Même s'ils étaient la forme la plus avancée du pouvoir populaire, les cordons ne sont parvenus à mobiliser massivement que de façon temporaire, dans des périodes de crise. Ils ont alors été des acteurs essentiels, mais sont ensuite revenus à un suivisme critique des initiatives gouvernementales. Ils n'étaient pas dotés d'une organisation permanente et démocratique, basée sur des délégués élus.

A l'été 2013, après une tentative minoritaire de coup d'Etat militaire (le « *tancazo* »), le gouvernement a de plus en plus recherché désespérément une conciliation avec la droite, ce qui a démobilisé son propre camp. Allende a appelé des militaires au gouvernement, tandis que l'armée était laissée libre de mener des actions d'intimidation du mouvement populaire (utilisation de la loi sur le contrôle des armes pour perquisitionner, arrestation de marins et d'ouvriers des arsenaux à Valparaíso). Malgré ses limites, le processus d'en bas était considéré par la classe dominante comme le principal danger. Sa volonté de l'éradiquer une fois pour toutes a été une cause essentielle du coup d'Etat (avec le fait que malgré les difficultés de toute sorte, les candidats de l'Unité populaire avaient encore remporté 43 % des voix aux élections de mars 2013). Durant l'été 1973, alors que le président se reposait toujours sur la loyauté de l'armée, la prescience de ce

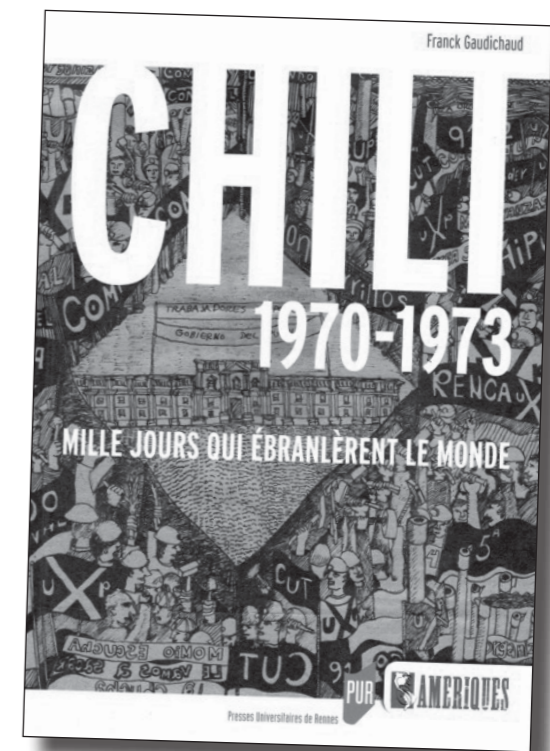
qui se préparait apparaissait clairement dans une lettre adressée à Salvador Allende par les cordons industriels de la région de Santiago.

Comme l'auteur le souligne, le débat n'est pas clos, notamment au Chili, sur le bilan de l'Unité populaire et les causes de sa fin tragique. Plusieurs analystes (souvent situés à gauche, voire proches du PC) ont mis et mettent encore en cause la gauche de l'Unité populaire et le MIR, qui auraient coupé le gouvernement des classes moyennes. Franck Gaudichaud relève, au contraire, que la raison semble plutôt se situer du côté de l'économiste Pedro Zuskovic, qui fut ministre sous Allende et qui affirmait dès 1976 : « Nous n'avons pas perçu suffisamment la potentialité de la mobilisation des masses et de la gestation de nouvelles formes du pouvoir populaire ».

Quarante ans après cette tragédie, il importe de revenir sur le mouvement

de « ceux d'en bas », d'en explorer les richesses et les limites. Le « pouvoir populaire », quelles qu'en soient les formes, est une nécessité vitale dans un processus révolutionnaire, mais il ne se crée pas du seul fait du volontarisme de ceux qui veulent la révolution et, par ailleurs, il ne se centralise pas de façon purement spontanée. Il n'y a pas de plan préétabli qui permette de décider dans une situation concrète quelles en seront les structures de base les plus pertinentes. Comme le rappelle Michael Löwy dans sa préface, Octobre 17 en Russie n'est pas la seule expérience révolutionnaire dont nous avons à apprendre.

Le travail de Franck Gaudichaud constitue un apport indispensable pour comprendre ces Chiliens qui, comme les Parisiens de 1871 et les travailleurs de Barcelone de 1936, sont eux aussi montés « à l'assaut du ciel ». □



Deux ouvrages de Franck Gaudichaud : *Chili 1970-1973, Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Presses universitaires de Rennes, 2013, 20 euros. *¡Venceremos!, Analyse et documents sur le pouvoir populaire au Chili (1970-1973)*, éd. Syllepse, 2013, 10 euros.

ENTRETIEN AVEC MARLÈNE BENQUET

# EN IMMERSION PARMIS LES REQUINS DE LA GRANDE DISTRIBUTION

PROPOS RECUEILLIS PAR YANN CÉZARD

La sociologue Marlène Benquet vient de publier *Encaisser !, une étude, menée de l'intérieur d'un célèbre grand groupe international de la distribution qu'elle a pudiquement rebaptisé « Batax »*. Un témoignage parfois sidérant dans les cuisines de l'exploitation<sup>1</sup>.

**Tu as travaillé « en immersion ». Peux-tu expliquer les conditions de ton étude sur cette firme que tu as rebaptisée Batax ?**

C'est une enquête qui s'est déroulée en trois temps. J'ai d'abord travaillé comme caissière, dans deux hypermarchés du groupe durant six mois, puis au sein de l'organisation syndicale majoritaire pendant cinq mois et enfin à la direction des ressources humaines du siège durant quatre mois. L'objectif était de comprendre le fonctionnement d'une entreprise à la fois par en bas, par en haut et par le côté, du point de vue légèrement décalé des organisations syndicales. C'est un travail ethnographique que j'ai conduit par observation participante, c'est-à-dire en partant du principe que pour comprendre le travail des individus, on ne peut pas se contenter d'écouter ce qu'ils en disent au cours d'entretiens ou en répondant à des questionnaires, il faut le pratiquer soi-même à leurs côtés pour saisir de l'intérieur ses différentes dimensions.

**Quand tu arrives dans l'entreprise, elle est en train de basculer sous l'emprise de ce qu'on appelle parfois le « capitalisme financier ». Qu'est-ce qui a changé dans la politique des directions et le fonctionnement du groupe ?**

On a intérêt à étudier la financiarisation du

capitalisme via l'évolution de l'actionnariat, depuis une vingtaine d'années en France. On trouve de plus en plus souvent des fonds d'investissement à la tête des grandes entreprises. Ces fonds réunissent des capitaux venus de banques, de fonds de pension, de sociétés d'assurance, situés partout dans le monde, qui leurs sont prêtés pour une durée maximale de dix ans. Ils rachètent avec cet argent des entreprises pour les « restructurer » et les revendre rapidement en réalisant la plus-value la plus importante possible. Les entreprises sont achetées à crédit et leurs profits servent à rembourser la dette ; comme si un particulier achetait un appartement et remboursait le crédit avec l'argent laissé dans la commode. Si l'opération réussit, les fonds gagnent de l'argent. Si elle échoue, les fonds ne pouvant rembourser leur dette, les banques qui ont prêté des capitaux finissent par faire appel aux Etats pour éviter la faillite. Dans les deux cas, une part des revenus du travail (sous forme de salaires ou d'impôts) est transférée aux fonds et aux banques. C'est ce qui est arrivé à Batax, passé en 2008 des mains des familles fondatrices à un fonds d'investissement. Le fonds a immédiatement commencé à réorganiser l'entreprise en nommant un nouveau PDG chargé de restructurer

en deux étapes : d'abord générer du cash en vendant des parties rentables de l'entreprise (en l'occurrence les murs des hypermarchés), puis réduire les coûts de 4,5 milliards d'euros en quatre ans, notamment en réduisant les frais de personnel. Depuis, l'entreprise a perdu 16,4 % de salariés alors que le nombre de magasins est resté le même.

**Tu cites un « M. Bruneteau » (page 246), DRH du groupe, qui à l'occasion d'une réunion de ses collaborateurs, assène : « c'est très important que les salariés soient motivés et adhérent. Nous sommes convaincus que le « plan de transformation » ne pourra pas se faire sans les collaborateurs. Pour que le groupe arrive (...) à réduire ses coûts, il faut que les salariés suivent mais aussi qu'ils participent et qu'ils s'impliquent. » Alors, comment « obtenir le travail » des salariés en les payant et en les traitant si mal ?**

Luc Boltanski et Eve Chiapello écrivaient assez justement, dans *Le Nouvel esprit du capitalisme* (en 1999), que le profit ne peut se réaliser qu'avec la participation « d'un très grand nombre de personnes dont les chances de profits sont faibles » et dont l'hostilité ou l'indifférence doit être vaincue. Définir un assortiment de marchandises, en négocier les prix auprès des fournisseurs, les acheter, les acheminer vers les entrepôts, vérifier leur

qualité, les faire parvenir dans les points de vente, en faire la promotion, les mettre en rayon, les vendre, fidéliser les clients, gérer le personnel et la comptabilité, autant d'activités se décomposant en des centaines de tâches, assurées par des milliers de salariés, confrontés à des millions d'occasions de freiner la circulation des produits, de brouiller la visibilité des flux de marchandises, d'introduire dans le système de petits grains de sable propres à le gripper. En d'autres termes, si les individus utilisaient toutes les possibilités dont ils disposent pour freiner ou saboter le travail, le profit peinerait à se réaliser. Or ce n'est pas le cas.

Contrairement à ce qu'affirment les départements de ressources humaines – et beaucoup de travaux de sociologie – la participation des salariés n'est pas obtenue par des mécanismes incitatifs producteurs de motivation et d'enthousiasme, mais par des mécanismes bloquant les possibilités de révoltes : le recrutement de salariés enclin à la docilité en raison de leur situation extraprofessionnelle (des femmes, peu diplômées, en charge de famille), l'organisation du travail en horaires individualisés qui empêchent les salariés de se connaître, la surveillance informatique des gestes de travail, etc.

**Ces hauts cadres ont leurs soucis. Ces spécialistes de la restructuration peuvent même devenir les « arro-seurs arrosés » !**

Oui, lorsque je travaillais au sein de la direction des ressources humaines du

Elles sont pourtant exposées à une triple forme de précarité. Une précarité économique, d'abord, puisque le taux horaire est inférieur à 10 euros et que le salaire permet donc à peine la reproduction de l'existence. Une précarité temporelle, ensuite, puisque les horaires de travail diffèrent d'une semaine à l'autre, les caissières ne peuvent organiser leur vie extraprofessionnelle de façon pérenne. Une précarité projectionnelle, enfin, au sens où le temps passé

dans cet emploi ne diminue en rien les chances d'être exposé à l'avenir à la précarité, puisque l'expérience de caissière n'est absolument pas valorisée sur le marché du travail.

**Tu refuses de dire que les salariées sont « aliénées ». Mais en revanche tout est fait pour les « coincer ».** Il y a une certaine tradition marxiste, notamment dans ses versions althussérienne et bourdieusienne, qui s'échine à expliquer la faiblesse de la lutte des classes par l'aliénation et qui donne comme tâche aux organisations de faire prendre conscience aux individus de leur situation de classe. Au-delà du caractère un peu condescendant de ce pré-supposé de la servitude volontaire, du

consentement à la domination, d'un peuple qui aime ses chaînes et ses chefs, je ne pense pas que l'aliénation permette de décrire la situation de la plupart des salariés. La lucidité est une qualité très bien partagée. Je n'ai pas rencontré de caissières pensant que la répartition des profits au sein du groupe soit juste ni de cadres ignorant que ce sont les actionnaires qui décident en dernière instance de ses orientations stratégiques. La pacification n'est pas le résultat de l'adhésion idéologique des salariés aux finalités de l'entreprise. Elle est un processus continu de multiplication des liens entre les individus, qui finit par créer une toile suffisamment dense pour qu'il devienne très difficile pour quiconque de s'en extirper. Les individus sont plus coincés que convaincus. Ce que le patronat cherche à obtenir, ce n'est pas tant leur adhésion que leur travail effectif. Les stratégies patronales neutralisent les salariés plus qu'elles ne les soumettent, en les immobilisant. Si l'on ne se révolte pas, ce n'est pas car l'on pense que sa situation est juste, mais parce qu'il ne nous semble pas possible d'obtenir davantage. Plutôt que d'essayer de convaincre de l'injustice ceux qui le sont déjà, il me paraît plus efficace de décrire les dispositifs pratiques mis en place dans les entreprises pour empêcher la contestation et surtout les marges de manœuvre pratiques que les résistances peuvent investir.

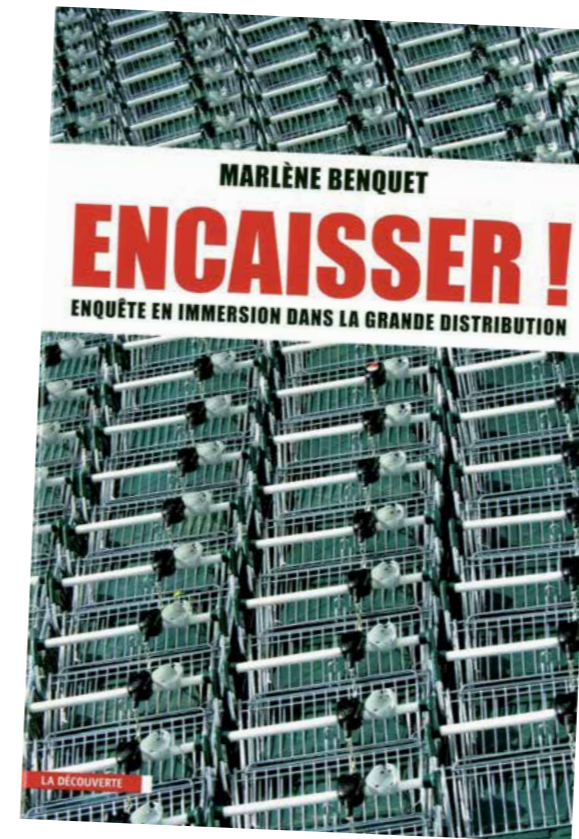
**Parfois, à te lire, entre les stratégies du management et la précarité des salariées,**

**on a le sentiment que la lutte collective est fort improbable.**

La grande distribution emploie plus de 600 000 personnes en France, très majoritairement des femmes, d'âge intermédiaire donc souvent en charge de jeunes enfants, avec des horaires de travail très flexibles, autant d'éléments qui rendent difficile l'organisation d'actions collectives. Traditionnellement, le niveau de conflictualité professionnelle était donc très faible, tout comme le taux de syndicalisation qui se situe autour de 2,7 %. D'autant que les organisations syndicales du secteur ont une longue histoire de coopération avec le patronat.

Pourtant, depuis le milieu des années 2000, les choses changent. On a vu apparaître les premières journées inter-enseignes de grève collective (le 1<sup>er</sup> février 2008), une journée d'action a été organisée le 8 avril 2011 chez Carrefour, en juillet 2011 chez Auchan et en avril 2013 chez Casino. Le patronat qui, jusqu'au changement d'actionnaires, avait fait le choix d'acheter la paix sociale, trouve aujourd'hui son prix trop élevé. Pour ne pas perdre leur crédit auprès des salariés, les organisations syndicales sont du coup de plus en plus poussées à se radicaliser et à opter pour des stratégies plus clairement contestataires. □

<sup>1</sup> A lire également de l'auteure : *Les Damnés de la caisse. Grève dans un hypermarché* (Editions du Croquant, 2011).



**Encaisser !**  
Enquête en immersion dans la grande distribution, Marlène Benquet, La Découverte, 2013, 20 euros.

groupe, il venait d'être décidé un plan social destiné à réduire d'un tiers ce département. Les directeurs ressources humaines se sont retrouvés contraints d'organiser leur propre licenciement.

**Parfois, les caissières sont vues comme un symbole de la précarité des salariées. Mais de quelle précarité s'agit-il vraiment ?**

On oppose souvent la précarité au contrat à durée indéterminée, comme si celui-ci protégeait mécaniquement de l'insécurité professionnelle. Ce n'est pas le cas. Les caissières sont presque toutes embauchées en CDI.

# ET MAINTENANT, LE SOUDAN! PAR JACQUES CHASTAING

**L**e soulèvement du peuple soudanais contre la dictature militaire et islamique d'Omar el-Béchr a démarré le 23 septembre et duré trois semaines. 23 bâtiments gouvernementaux, 81 commissariats ou sites des forces de sécurité, 75 véhicules officiels ou de police, 5 banques, 2 entreprises et 42 stations services ont été attaqués, dévastés ou brûlés. La répression féroce du gouvernement a fait plus de 200 morts et conduit à des milliers d'arrestations.

L'étincelle déclenchante a été la suppression des subventions étatiques au gaz et aux carburants, dont le prix a immédiatement bondi de 60 %.

Cependant, si cette révolte est la plus importante, c'est aussi la cinquième en deux ans et demi. Elle résulte de plusieurs années de capitalisme sauvage, de hausse du coût de la vie, de destruction des systèmes éducatifs ou de santé, d'extension de la pauvreté.

Après le coup d'Etat d'Omar el-Béchr en 1989, le FMI a imposé sa feuille de route. Le pays a ouvert ses frontières aux produits occidentaux, abandonné le contrôle des prix, organisé l'austérité, centré son économie sur le pétrole alors que 80 % de la population vit de l'agriculture. Résultat : inflation galopante, flambée du chômage et explosion de

la misère. La moitié des gens vit en-dessous du seuil de pauvreté.

Ce régime pétrolier, islamiste, barbare et favorable au marché a reçu les éloges du FMI et des investisseurs occidentaux. En 2006 et 2007, la croissance a été de 10 % par an. Néanmoins les trois quarts des investissements étrangers sont allés à l'industrie pétrolière... et aux notables politiques, militaires (70 % du budget de l'État), commerciaux et religieux, fantastiquement enrichis. En 2003, les choses ont commencé à se gâter pour le régime. Des rebelles du Darfour ont réclamé un partage plus équitable des ressources et plus d'autonomie pour leur région. Le gouvernement a répondu avec les milices « Janjawids », 300 000 morts et 2,7 millions de déplacés. Depuis 2009, Omar el-Béchr est sous le coup de mandats d'arrestations internationaux pour crimes contre l'humanité... lancés par ceux-là mêmes qui l'ont financé et armé.

Le « miracle soudanais » a pris totalement fin en juillet 2011, quand le Sud Soudan est devenu indépendant en conservant 75 % des réserves de pétrole. L'économie est entrée en dépression et l'Etat en banqueroute, alors que la guerre se poursuivait au Darfour et au Sud Soudan.

Les résistances populaires ont commencé

à s'exprimer en janvier puis en décembre 2011. Face aux mesures massives d'austérité de juin 2012, elles ont monté d'un cran à l'été et en décembre. Les étudiants ont d'abord été au centre de la protestation, puis les classes pauvres ont occupé ce rôle à l'automne 2013. La peur ayant changé de camp, ça continuera.

Mais outre la répression féroce, les manifestants se heurtent au chantage du régime, au cas où la révolte l'emporterait, d'une guerre civile à la syrienne, d'une désintégration du pays au profit de seigneurs de guerre ou des groupes armés rebelles regroupés dans le FRS (Front révolutionnaire du Soudan), guère populaire à Khartoum malgré son soutien au soulèvement, considéré comme aussi responsable que le régime de la guerre et de ses conséquences.

Toutefois le dernier mouvement a gommé un instant ces divisions, entraînant tout le peuple soudanais, arabe ou africain, dans un même combat. C'est la difficulté mais aussi l'espoir que porte le soulèvement de cette nation semi-africaine et semi-arabe, qui pourrait être le signal d'une extension des révolutions arabes vers le sud de l'Afrique. □

A Khartoum, le 25 septembre 2013. Reuters/Stringer.

